

Tribune socialiste

N° 366 / 28 MARS 1968 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



A.F.P.

Fini le rituel.

Printemps à Prague

Harris Puisais

Le 11 janvier 1968, sous le titre : « Prague : les 40 ans au pouvoir », j'analysais les raisons qui après le retrait du président Novotny de son poste de premier secrétaire du P.C. tchécoslovaque, donnaient leur chance à la « jeune classe dirigeante » qui plus qu'un « changement de gouvernement » avait à réaliser un « changement d'état d'esprit ».

Je n'ai pas un mot à ajouter. Les faits ont donné raison à mon analyse.

Je reviens à nouveau de ce pays. Il n'est pas en révolution. Il vit son printemps... lucidement.

La vérité m'oblige à dire que ce n'est pas toujours exactement comme le transcrivent certains journalistes avides de nouvelles sensationnelles.

Et comme vous avez certainement lu les articles justes et honnêtes de Michel Tatu dans le *Monde*, je voudrais donc ne pas réécrire ni redécrire ce qui a déjà été dit par lui mais prendre un autre chemin pour essayer de mieux faire comprendre la transformation politique tchécoslovaque.

(suite pages 8 et 9)



**La France des
travailleurs**

Jacques Malterre

**L'école
selon Amiens**

Robert Chapuis

**L'échec de
Westmoreland**

Daniel Trégnier

**Le théâtre
à Sartrouville**

Bernard Sizaire

**Le poids du
tiers monde**

Manuel Bridier

**L'affaire
Langlois**

Pierre Mendès France

□ LES POINGS SUR LES I Faim et démagogie

Vendredi soir dernier, la télévision française s'est transformée en une vaste entreprise de démagogie organisée : depuis plusieurs jours des comédiens réputés invitaient mystérieusement les télé-spectateurs à se trouver devant leur écran, ce soir-là. Il allait s'agir d'une œuvre de salut public. L'heure fatidique venue, M. Pierre Bellemare, idole des Français moyens, avec Guy Lux et Roger Lanzac, annonça, la larme à l'œil, qu'il s'agissait, pour les Français, de prouver, une fois de plus, qu'ils étaient formidables. Le grand show intitulé « Riz pour le Laos » commençait. Quelques heures plus tard les organisateurs triomphaient : un milliard d'anciens francs avait été collecté.

On cherchait à peu de frais à donner bonne conscience à tous. Notre pays venait une fois encore de prouver que rien de ce qui est humain ne lui restait étranger.

Certains trouveront certainement mon ironie déplacée, alors qu'il s'agit de la faim. Mais justement, en ce qui concerne ce problème, il est absolument impossible, au risque de déplaire, de cacher les vérités gênantes que les humanistes de tout poil masquent d'un verbe ému et fiévreux.

Ici, plus qu'ailleurs, doit être mise à nu la réponse hypocrite faite par les masses conditionnées face à la tragédie des pays de la faim.

Quelques chiffres d'abord : aujourd'hui 2 milliards d'hommes sur 3 ont faim. En l'an 2000, si rien de décisif n'arrive, 6 milliards d'hommes sur 7 auront faim. Les pays de la faim se situent tous dans les parties du monde colonisées jadis par les puissances blanches d'Occident.

En dépit de la décolonisation, la situation n'a cessé et ne cesse d'empirer. Pour les spécialistes, l'horizon 80 signifie grandes famines, émeutes et révoltes probables des affamés contre les nantis. Pourquoi cette dégradation ?

Parce que la décolonisation n'a pas ébranlé les rapports économiques entre riches et pauvres. L'exploitation féroce des uns par les autres continue. De plus, les « bourgeoisies nationales », les « cliques militaires » et les bureaucraties qui gouvernent en général les pays pauvres, sont directement liées aux forces impérialistes. Les pays pauvres continuent d'être pillés par le capitalisme occidental. Ce n'est pas en recourant à l'odieuse charité qu'on changera la réalité, fondamentalement.

Parlant à la conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement, « Che » Guevara avait indiqué le seul chemin à suivre : « Le chemin de la révolution et du socialisme, l'union de tous les travailleurs du monde dans le combat contre l'impérialisme, dont le chef de file sont les Etats-Unis, pour restructurer la planète sanglante. » □

□ Le paradis de la ménagère

D'une double enquête effectuée pendant le salon des Arts Ménagers 1967 (1), deux faits apparaissent de prime abord :

— d'une part, les consommateurs trouvent assez généralement tout ce qu'on leur propose relativement cher (il y a même une tranche de public qui trouve coûteux les aspirateurs et les réfrigérateurs) ;

— d'autre part, dans l'ensemble, le public croit à une certaine qualité technique de ce qui lui est produit ; non à la perfection certes, mais à la bonne qualité.

Le 37^e Salon a battu un premier record, avec deux jours de moins, 200.000 personnes de plus que l'année dernière qui ont parcouru les halls d'exposition du Palais de la Défense. Le grand succès fut celui de la machine à laver la vaisselle (triomphe pour vous, messieurs). Mais pour l'avenir de ce salon, il est nécessaire de faire disparaître ce caractère de foire (vendeurs accostant le public dans les allées) et centrer le salon sur l'industrie des appareils ménagers en supprimant certaines branches : le 5^e étage occupé par l'alimentation.

L'industrie française des appareils ménagers traverse une période difficile. La faiblesse des ventes des lieux de consommation est l'une des causes principales de la progression très médiocre enregistrée l'an dernier par l'ensemble de la construction électrique et électronique, le chiffre d'affaires de l'industrie, regroupé au sein du G.I.F.A.M. (2) a atteint en 1967, 3 milliards de francs (T.T.C.) soit une baisse de 7 %.

Quant à celle qui fait fleurette... la machine à faire la cuisine, qui retient les petits maris, n'est pas encore sortie.

(1) « Problèmes d'Opinion », 47, rue de la Victoire, Paris-IX^e (Mars 67).

(2) Groupement Intersyndical des Fabricants d'Appareils Ménagers.

□ Où va le Crédit agricole ?

L'agriculture s'endette de plus en plus : 34 milliards de francs fin 66, 41 milliards fin 67, soit 20 % d'augmentation dans l'année. De quoi faire réfléchir.

Nous comprenons, dans ces conditions, que les agriculteurs tiennent par-dessus tout, à conserver au Crédit Agricole son caractère et son rôle d'établissement public, sinon la terre passerait dans les mains des capitaux privés sans aucune garantie pour les exploitants.

Or le Crédit Agricole a subi, fin 66, une réforme qui modifie son caractère.

Avant cette réforme, la Caisse Nationale collectait l'épargne et en versait le produit au Trésor Public.

Celui-ci bloquait 30 % des apports, mais en contrepartie il accordait des bonifications du taux d'intérêt et prenait à sa charge la responsabilité des opérations.

Depuis la réforme, le Trésor assure toujours la bonification du taux d'intérêt, mais, ne bloquant plus une partie des apports (il exige seulement une réserve de 15 %), il se désengage de ses responsabilités.

La charge financière et de gestion incombant au Crédit Agricole, celui-ci tend, de plus en plus, à s'occuper de tout ce qui est rural, ne se limitant pas au seul secteur agricole.

Une deuxième réforme est en préparation. Nous avons entendu, à maintes reprises, les responsables agricoles exprimer leur inquiétude. Voici l'essentiel du projet qui vise particulièrement l'administration proprement dite. A la tête du Crédit Agricole serait un Conseil d'Administration composé d'un directeur général et de douze membres venant des caisses régionales. Un conseil supérieur d'une quarantaine de membres l'assisterait dans lequel 1/3 seraient des professionnels, 1/3 des parlementaires, 1/3 divers.

Les organisations agricoles contestent cette composition car elles ne se retrouvent pas dans ces organismes directeurs, sinon en très faible proportion.

Elles exigent une administration paritaire puisqu'il s'agit, disent-elles, d'un organisme public gérant, en même temps que l'épargne, des fonds publics.

Le Crédit Agricole par l'attribution de fonds d'investissements joue un rôle moteur essentiel et il pourrait être tenté d'orienter ces investissements. Or les organisations qui, elles, décident de l'orientation, veulent être associées à la gestion des fonds.

D'autre part, les caisses régionales ont tout intérêt, dit la profession, à ce que les organisations soient associées à la gestion car, le cas échéant, elles défendraient le Crédit Agricole. Cet organisme s'il n'était pas soutenu par les utilisateurs ne risque-t-il pas, l'Etat se désengageant, de se voir menacé à brève échéance par les banques d'affaires représentant la haute finance ?

Que deviendrait alors la « banque des Agriculteurs » ? □

□ Le Nord à la recherche d'une reconversion

Les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais n'ont jamais considéré leur région comme un paradis mais ils avaient l'assurance d'avoir toujours un emploi à la mine. On avait la sûreté de pouvoir travailler.

Après avoir été les héros de l'après-guerre, les mineurs voient leur avenir plus noir que le charbon qu'ils vont chercher au fond des

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du
Parti Socialiste UnifiéDirecteur Politique
Christian GuercheDirecteur adjoint
Claude GlaymanRédacteur en chef
Eric BergaireAdministration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20Publicité générale au Siège
de l'administrationDirecteur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1968

galeries. En 1947 ils étaient 220.000 salariés, ils ne sont que 95.000 en 1967 pour ne plus être que 50.000 en 1975.

Que leur profession ne soit plus la « locomotive » de l'industrie française, les mineurs le savent bien. Mais ce qu'ils reprochent au pouvoir, dans les récentes grandes manifestations de ces dernières semaines à Bruay, Lens, Douai, Valenciennes, c'est de ne rien envisager pour l'avenir du bassin minier.

Les prévisions du V^e Plan sont loin d'être tenues, 1.126 emplois en 1965, 3.100 en 1966 ont été créés alors qu'il était prévu un rythme de 7.000 créations par an.

Les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais qui ont façonné cette région jusque dans la mentalité des habitants, sont seules capables d'assurer l'avenir. La solution réaliste n'est pas d'implanter de nouvelles entreprises, mais de permettre et d'aider les Houillères à se reconverter dans de nouvelles productions qui garantiraient les emplois. Cela est d'autant plus réalisable qu'elles possèdent un potentiel de cadres, de chercheurs, de main-d'œuvre qualifiée qui pourraient promouvoir cette nouvelle voie.

De plus la fermeture des Houillères serait interprétée comme un échec du système de nationalisation. L'implantation d'industries privées marquerait une régression sociale. Si les entreprises nationalisées ne sont pas capables d'assurer leur reconversion, c'est pour le moins la preuve d'un mauvais choix politique de l'autorité gouvernementale.

Le Nord et plus particulièrement le Pas-de-Calais ont quelques élus qui sont considérés comme des « leaders » de la gauche. On aimerait les voir aborder le problème posé par le bassin minier, plus en terme d'offensive que de défense. □

Conseil National

La France des travailleurs

Jacques Malterre

Le courrier du secrétariat national du P.S.U. s'est brusquement alourdi ; des dizaines de grosses enveloppes ont apporté le résultat du travail fourni par les sections et les fédérations du Parti à travers toute la France.

Certes les délais étaient brefs et des camarades ne nous ont pas caché leur étonnement ou leur irritation

« Les camarades ne sont pas habitués à ce genre de travail et il aurait fallu beaucoup plus de temps. Nous nous demandons comment le P.S.U. va pouvoir tirer parti de tous ces chiffres.

« Cependant nous ne rejetons pas de telles initiatives qui demandent à la base de poser les vrais problèmes. Un tel effort doit être soutenu. Nous pensons que ce questionnaire a permis de sensibiliser les militants à certains problèmes, même si les questionnaires ne sont pas renvoyés, c'est du bon travail. »

A 8 jours du Conseil National la plupart des fédérations avaient néanmoins répondu et le nombre comme la qualité des rapports dépassent tous les espoirs du Bureau National.

Une immense radiographie de la France capitaliste

Tous les moyens ont été utilisés pour répondre. Certains ont renvoyé le questionnaire lui-même annoté, des fédérations ont scrupuleusement respecté l'ordre des questions, d'autres ont insisté sur « quelques situations précises » et bien révélatrices (Indre-et-Loire). Il y aura des analyses statistiques dignes de l'INSEE et des avant-rapports faisant la synthèse du problème (commission entreprises du Rhône). Il y a des tableaux, des graphiques, des cartes (migrations quotidiennes sur Belfort et Sochaux) des fiches ; il y a des monographies d'entreprises, de villes (Villefranche-sur-Saône, Boulogne - Billancourt, Oullins, Narbonne, etc.), de départements, de petites régions (Nord-Est de la Franche-Comté, Basse-Normandie, et de très grandes régions (région parisienne) des comptes rendus de conflits sociaux, des études sectorielles. De tout cela, à la lecture, se dégage peu à peu une image de la France de 1968 où des millions de travailleurs ressentent dans leur vie quotidienne les conséquences du régime capitaliste et les erreurs de la politique gouvernementale.

Les conditions de vie des travailleurs

Tous les grands problèmes de l'évolution démographique et des si-

tuations de classe apparaissent avec leurs points communs et leur diversification.

A la base il y a l'évolution démographique. Dans l'Ardèche, la population totale a diminué de 1946 à 1967, les jeunes s'en vont faute d'avenir ; les cités les plus proches du Rhône deviennent des cités dortoirs mais dans la Moselle une très forte natalité provoque l'accroissement rapide des demandeurs d'emploi. Dans les Côtes-du-Nord, la population active diminue de 22.000 personnes en 8 ans ; « les jeunes filles s'en vont ; les jeunes ruraux trouvent difficilement à se marier. C'est une cause (supplémentaire) de l'exode. »

Exode rural, ce terme revient dans tous les rapports ou presque. Départ des jeunes c'est aussi une constatation dans de nombreuses régions.

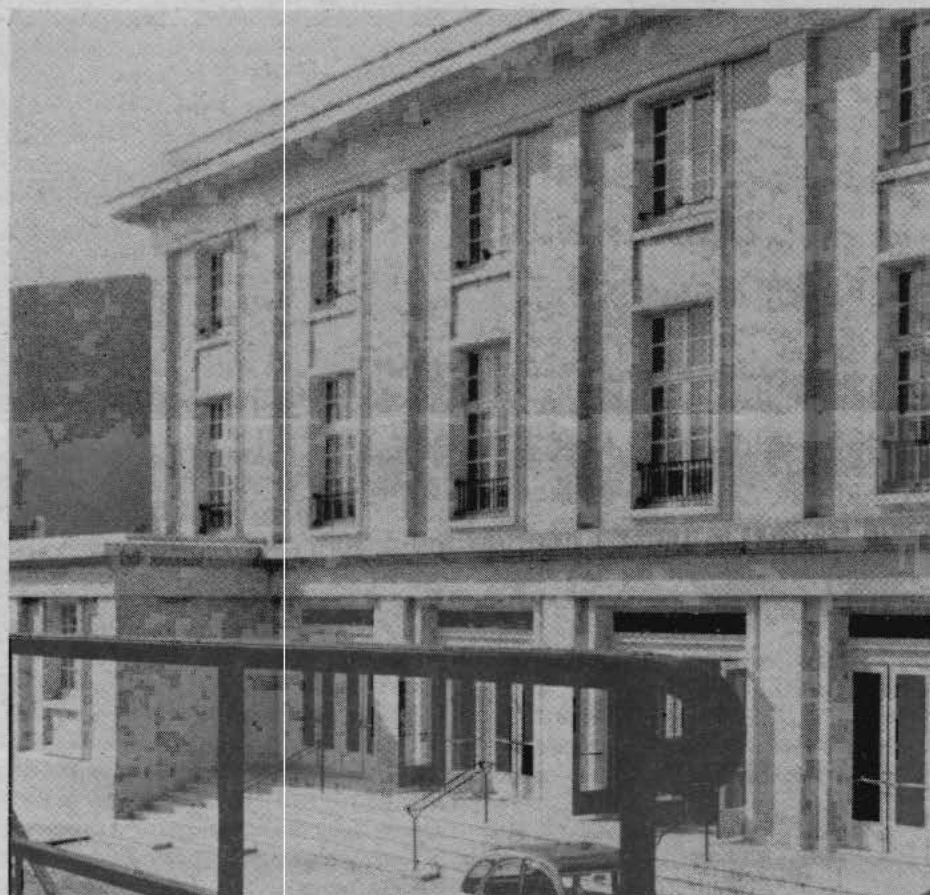
L'emploi est au centre des préoccupations. Beaucoup de rapporteurs se sont efforcés d'aller au-delà des statistiques officielles pour cerner un peu mieux la réalité du sous-emploi (Moselle), presque tous ont mis en évidence les causes de la situation. La Moselle montre par des graphiques le déclin des grandes industries traditionnelles (mines de fer, sidérurgie, houillères, textile) ; l'Yonne donne des exemples précis sur le chômage partiel ; le Loiret étudie les conséquences du départ des bases américaines, mais tous les rapports insistent sur les effets du ralentissement général et la sous-consommation et sur l'usage que le patronat fait du chômage pour peser sur les salaires.

Une masse de renseignements précis et irréfutables éclaire la réalité des salaires (métallurgie à Cherbourg, Limoges, Aisne, mines de fer lorraines, Belfort, Haute-Garonne, etc. et les très grandes variations dans la durée du travail (Cherbourg, Aisne).

Des études précises montrent le déclin de certaines industries traditionnelles (ganterie à Millau, bassin minier de Carmaux) dans des régions où le régime n'a pas su créer des activités nouvelles.

Il n'y a pas que les problèmes industriels

Plusieurs sections ont étudié avec soin la situation de grandes affaires capitalistes, publiques ou privées (Berliet, Rhodiaceta, Sigma, Saviem, etc.), mais beaucoup ont insisté pour que l'on n'oublie pas au P.S.U. que les 2/3 des travailleurs vendent leur travail à des P.M.E. dont le patronat est des plus réactionnaires et où les salaires sont particulièrement faibles



Le Palais des Congrès de Versailles où se tiendra le Conseil National.

(voir notamment Entreprises Duval dans la Manche, Collard à Lyon, la confection féminine à Lyon...).

La situation des travailleurs du secteur tertiaire mérite également toute notre attention ; de bons exemples sont fournis, problèmes portuaires (Cherbourg), coopérateurs de Champagne, employés de maisons (il y en a 700.000 sans droits réels rappelle une camarade de Lyon !).

Des équipes de Lyon rappellent aussi « les réalités de l'immigration : un rouage de la production capitaliste. »

Enfin le sort des travailleurs de l'agriculture a été étudié par plusieurs groupes notamment dans la Loire-Atlantique, la Corrèze, l'Aveyron...

La réalité des conflits sociaux

Les contributions de camarades sur les conflits sociaux vont nous permettre de dresser un bilan extrêmement instructif avec des luttes aussi différentes que la grève des mensuels aux chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire, mars 67 - mai 67, les conflits de la Saviem (Limoges, Caen), de la Rhodiaceta (Lyon) mais aussi des luttes moins connues : conflit des assurances au Mans, grève des usines Luchaux et Westphalia (Château-Thierry).

Plusieurs fédérations ont dressé des tableaux très complets et très instructifs (Aisne) et ont dégagé les réactions des travailleurs devant les crises actuelles.

Un bilan pourra être fait, notons pour le moment : les travailleurs ont honte à se déclarer chômeurs (Millau), les jeunes s'en vont, « que fera ton gosse qui va avoir 15 ans (Morlaix). »

Les réactions pendant et après les grèves sont bien vues (notamment

Haute-Garonne), tandis que les prises de position (Sarthe), l'exploitation de certaines situations par les notables (Ardèche), le comportement des agriculteurs (Tarn-et-Garonne, Haute-Garonne) nous mettent sur la voie de ce que doit être l'attitude des partis de gauche.

Les tâches du Parti

C'est en définitive sur les responsabilités du parti que concluent plusieurs réponses. De nombreux camarades reconnaissent que l'action du P.S.U. n'a pas été toujours à la hauteur des difficultés. Parfois il convenait de ne pas interférer avec l'action syndicale, parfois les fédérations n'ont pas eu les moyens d'agir. Plusieurs groupes (Millau, Bastia, Aude, Côtes-du-Nord, etc.) ont rédigé des propositions dont le Conseil National devra tenir compte. Si elles passent dans la vie du parti, alors ce conseil marquera une étape vraiment décisive dans la transformation des méthodes et des actions du parti. □

ENCORE TROIS NUMEROS SEULEMENT

La période impartie pour la reprise des cartes 68 s'achève avec la tenue du Conseil National. Plusieurs fédérations sont encore en retard dans l'envoi des talons nationaux. Plusieurs camarades ne se sont pas encore mis en règle.

Le trésorier national rappelle que les numéros 366-367-368 seront les derniers à être servis aux militants qui ne seront pas détenteurs de la carte de l'année en cours.

Moyen-Orient

Les Palestiniens refont-ils la "Soummam"

Jean Duflot

Depuis quelque temps, le Moyen-Orient semblait sur la voie des négociations. Côté israélien, on est allé à New York, rappeler l'importance de la colonie juive dans l'affaire des élections. Donnant, donnant : l'amitié des U.S.A. contre la reconnaissance de la juste politique johnsonienne au Vietnam. On est allé à Paris, discuter de l'embargo français sur les Mirages, et peut-être sonder une opinion qui peut avoir son poids, à l'avenir. Des contacts ont été pris à Nicosie, à Chypre, devant M. Jarring, dont l'échec ne signifie plus grand-chose. Bref, l'aspect séismique de la situation actuelle pouvait révéler les tâtonnements de la diplomatie souterraine. Les pays arabes déployaient parallèlement une activité politique et diplomatique de grande envergure. M. Mahmoud Ryadh, ministre des A.E. égyptiennes, n'avait-il pas traversé la Syrie, l'Irak, l'Arabie Saoudite, le Liban et l'Algérie, à la recherche d'une volonté de négociations communes ? A moins que ce ne fut à la recherche de l'unité perdue, toujours menacée par la division des régimes ?

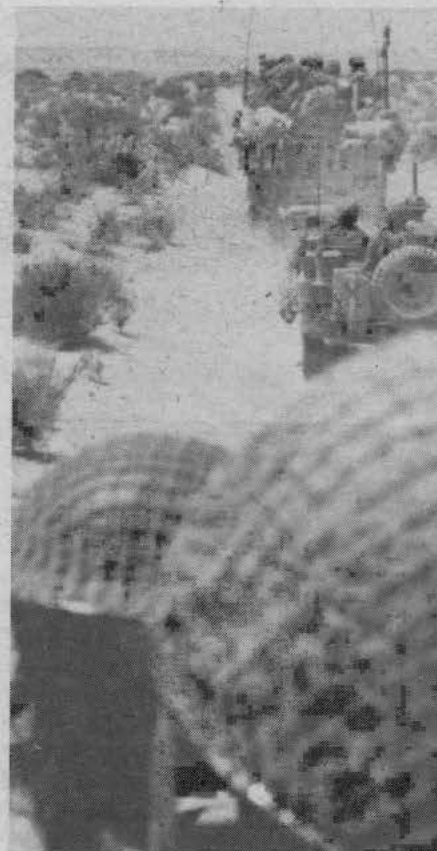
La Turquie rentrait, par le biais de Chypre, dans le jeu des allégeances. Surtout les propos libéraux du souverain hachémite, et de Nasser, nuancés jusqu'à la contradiction, laissaient augurer de l'imminence des négociations. Il y a quelques jours, nous étions peut-être à la veille « d'Evian », mais la logique de

guerre — de cette guerre surtout qui dure depuis 20 ans — n'est pas celle des diplomates. Le 15 février, les commandos israéliens ont défait cette balance délicate, avec une brutalité suspecte. 23 morts, 80 blessés, pour un attentat individuel, le compte est loin : même celui du Talion. L'interdiction prudente des réseaux palestiniens par le roi Hussein n'a fait que précipiter les choses. L'opinion arabe s'est soulevée. Au Caire, le peuple a fait une impressionnante démonstration de force, dans la rue. Répressions et démentis n'y ont rien fait. Pour la première fois, dans un pays arabe, du Moyen-Orient, une part du pouvoir lui est revenue. Le durcissement des procès contre les dignitaires de l'armée et le remaniement ministériel en sont la preuve.

L'interlocuteur valable

Le peuple apparaît progressivement le seul valable : et au premier chef, le peuple palestinien. D'un coup le monde arabe a rouvert l'autre voie du conflit : celle de la guerre. Fin mars, des rencontres à la base, et au sommet vont relancer ce thème.

La Syrie s'est prononcée pour une conférence populaire des pays arabes. Les travaux de la Ligue, au Caire, procèdent à une révision sans précédent des erreurs et des moyens politiques. A la fin du mois, toutes les organisations de lutte pour la li-



L'engrenage.

A.F.P.

bération de la Palestine vont se réunir à Damas. La perspective de négociations pacifiques se ferme. Ce serait plutôt qu'« Evian » la veille du « Congrès de la Soummam », c'est-à-dire le départ d'une lutte armée menée à partir des territoires limitrophes.

Il n'est plus question de l'ordre chronologique idéal selon lequel accepter le règlement des clauses de la fameuse résolution britannique du 22 novembre. La position de la majorité des dirigeants et des chefs d'Etat arabes, forte de l'indignation suscitée par l'expédition punitive de Karamé, est radicale : « libérer chaque pouce du territoire arabe ». Et l'escalade prévoit un premier temps,

la reconquête de la Palestine, et des territoires occupés en juin 1967.

Psychologiquement et politiquement, la situation ne leur a jamais été aussi favorable. Et tout se passe comme si, en dépit des avertissements de la gauche israélienne, les équipes du pouvoir s'ingéniaient à saboter toutes les chances de paix.

L'engrenage de la violence est-il inéluctable ? Et veulent-ils réellement la paix ? C'est l'interrogation que formule de plus en plus l'opinion mondiale, en présence de la disproportion de l'offensive israélienne, et en regard des frontières du statu quo dont la justification apparaît de moins en moins possible. On peut se demander quel intérêt Israël appréhende dans la vietnamisation progressive de ce conflit.

Il appartient aux forces de gauche dans le monde entier de mettre solennellement en garde le peuple israélien. La reconnaissance de l'état de fait de sa création, et la garantie de ses frontières sont incompatibles avec la politique aventureuse de son gouvernement. Proclamer que l'Etat d'Israël s'interdit toute annexion territoriale, enrayer la vague de chauvinisme et l'inflation annexioniste, ce ne serait pas seulement reprendre les déclarations les plus formelles d'avant juin 67, ce serait créer les seules conditions possibles d'une discussion multilatérale, base indispensable d'une solution pacifique, dans le respect mutuel des nationalités.

*

**

Le parti socialiste israélien Mapam a décidé, à une majorité des deux tiers, de faire front commun avec le parti travailliste gravitant ainsi tous autour du Mapaï et des partis Ahdouth Haaviva et Rafi. Nous reviendrons sur l'interprétation de cette fusion pour le moins ambiguë.

S. P. D.

Un congrès qui ne résout rien

Didier Hüe

Du 17 au 21 mars s'est tenu à Nuremberg le Congrès du parti social-démocrate allemand, le premier depuis le début de l'expérience de la grande coalition C.D.U.-S.P.D. Après quinze mois de pouvoir partagé avec la démocratie chrétienne, c'est avec inquiétude que les militants s'interrogent sur l'avenir de leur parti. Plusieurs faits y concourent. Aux élections des différents Länder, le S.P.D. voit ses positions stagner, voire régresser. Alertés par la situation économique et hostiles à la législation d'exception, les syndicats accentuent leur pression sur l'appareil tandis que les protestations des étudiants s'amplifient. Dimanche après-midi, lors de la séance inaugurale, cinq cents d'entre eux

conspuent les dirigeants et une de leurs pancartes proclame, non sans ironie « 1970, congrès de fusion démocratie chrétienne - social-démocratie ». Bref, plus ou moins confusément, la base ressent un malaise : elle attend une impulsion nouvelle.

A cette préoccupation des militants, les dirigeants et plus particulièrement Willy Brandt ne surent répondre que par une défense laborieuse de la grande coalition. Se justifier, fut la tactique essentielle du président du parti ; et parmi les affaires étrangères, dont il dirige le ministère, l'ancien maire de Berlin-Ouest n'apporta aucun élément nouveau. Poursuivant sa politique « des petits pas » sur le dégel des relations Est-Ouest, M. Brandt propose

la reconnaissance, c'est-à-dire le respect de la frontière Oder-Neisse « jusqu'au traité de paix ». Apparemment nouvelle, la formule ne modifie pas fondamentalement la politique extérieure de la République Fédérale. Si elle rejette tout recours à la violence et toute révision anticipée des frontières germano-polonaises, elle n'annonce pas encore la reconnaissance de la R.D.A., seule condition d'une véritable détente en Europe Centrale. Ni Varsovie, ni Berlin-Est ne s'y sont trompés.

Dans ces conditions, la politique intérieure demeurant primordiale et les explications de Willy Brandt insuffisantes, l'orientation générale du parti depuis deux ans ne fut approuvée qu'à une majorité assez faible : 173 voix pour, 129 contre. Beaucoup de critiques furent formulées par la gauche du parti et les syndicats, et certaines ne furent pas toujours sans effet. Certes, la législation d'exception fut adoptée mais l'aile gauche marqua quelques points : la décision d'exclure deux membres du S.P.D. de Berlin pour avoir participé à la

manifestation anti-impérialiste du 18 février fut rapportée, et la majorité du parti se décida, à l'initiative des syndicats, pour l'extension de la co-gestion aux industries autres que le charbon et l'acier.

Mais finalement, c'est à la quasi-unanimité que W. Brandt et les autres dirigeants furent maintenus dans leurs fonctions et par là même la politique d'alliance gouvernementale avec la C.D.U. ratifiée. Ce congrès S.P.D. constitue en fait plus une victoire personnelle pour Willy Brandt que pour le socialisme. Face à la montée croissante du parti néonazi... au durcissement des forces conservatrices, face aux nécessaires transformations économiques et à la crise latente, les dirigeants du S.P.D. n'ont su présenter aucune alternative réellement socialiste. Améliorer progressivement, le système néo-capitaliste de l'intérieur semble être le choix définitif de M. Brandt. Est-il sûr que les militants et les électeurs le suivront toujours sur cette voie ? L'attitude critique des syndicats mérite réflexion. □

Colloque

L'école selon Amiens

Robert Chapuis

Des membres du P.S.U. ont participé au récent colloque d'Amiens, à titre personnel ou dans le cadre de diverses organisations syndicales ou politiques. Tel était le cas de Robert Chapuis, qui présenta au colloque un rapport sur la formation permanente des maîtres. Nous lui avons demandé de donner aux lecteurs de Tribune Socialiste les conclusions qu'il tire personnellement de cette rencontre.

Amiens, l'Association d'Etudes pour l'Expansion de la Recherche Scientifique a fait salle comble : pendant trois jours, les 15, 16 et 17 mars, plus de 500 personnes ont participé aux débats du Colloque qu'elle avait réuni sur les problèmes de la formation des maîtres et de la recherche pédagogique.

Le précédent colloque, celui de Caen, avait suscité bien des controverses : on s'était étonné que 200 scientifiques prétendent légiférer pour l'ensemble de l'enseignement supérieur ; on s'était inquiété des tendances « technocratiques » qui s'y étaient manifestées et l'on voyait en M. Aigrain, alors directeur de l'enseignement supérieur, un porte-parole inquiétant propre à mélanger la voix du gouvernement et celle du Colloque ; n'était-ce pas apporter la caution d'éminents universitaires à la réforme Fouchet ? Comme il se doit, les partisans du *statu quo* dans l'enseignement, qui se défiaient de toute réforme rejoignaient les opposants à la réforme Fouchet, pour faire chorus dans l'hostilité. Cependant les organisateurs du Colloque surent garder leurs distances à l'égard des initiatives gouvernementales et s'ils se félicitèrent de certaines réformes de l'enseignement supérieur scientifique. Ils n'apportèrent leur caution ni à M. Aigrain, ni à M. Zamansky.

Ce comportement facilita grandement la préparation du Colloque d'Amiens. Il s'agissait ici en effet de réfléchir non plus seulement à l'enseignement supérieur, mais bel et bien à l'ensemble du problème, par l'intermédiaire des problèmes de la formation des maîtres et de la recherche.

C'est pourquoi, tout naturellement, la préparation du Colloque a fait apparaître de nouveaux problèmes :

— les finalités de l'enseignement et les nouvelles tâches des enseignants ;

— l'éducation artistique, devenue une sorte de secteur-témoin ;

— les structures des établissements scolaires.

Quels étaient les participants ? Principalement des membres de l'en-

seignement supérieur (doyens, professeurs, assistants) de différentes disciplines (mais surtout de sciences et de sciences humaines), des membres de groupes pédagogiques, de toutes tendances, des représentants de l'administration de l'Education Nationale, des directeurs d'écoles normales, des professeurs d'écoles normales, de lycées, de collèges, quelques instituteurs et des représentants officiels, officieux ou observateurs des syndicats d'enseignants (1), ainsi que de nombreux journalistes (particulièrement M. Girod de l'Ain qui a pris une part importante à la préparation du Colloque). Cette foule, d'abord anonyme, finit peu à peu par se faire reconnaître et l'on vit bientôt des tendances précises se manifester. Rarement même elles furent aussi précises...

Sur la formation des maîtres, c'est le problème des instituteurs qui fit éclater les divergences. Trois conceptions se heurtèrent :

— les partisans du *statu quo*, que l'on trouvait notamment parmi les professeurs de l'enseignement supérieur qui se refusaient à étendre l'enseignement supérieur à l'ensemble des futurs enseignants, quel que soit l'âge auquel ils s'adresseront ;

— les partisans d'une formation « supérieure » des instituteurs, à condition qu'elle leur soit propre et qu'elle corresponde assez exactement, dès le départ, à leur futur métier ;

— les partisans d'une formation commune des maîtres avec une base universitaire qui exclurait toute détermination précise et absolue à l'entrée du supérieur et le remettrait à la fin du premier cycle du supérieur.

Ces derniers estimaient qu'une formation professionnelle ne peut se greffer que sur une formation universitaire digne de ce nom : elle doit donc être relativement spécialisée (ce que n'est pas la formation donnée par les lycées, et ce qu'elle ne

doit pas être) et de caractère méthodologique plutôt qu'encyclopédique (ce qui suppose la réforme du premier cycle actuel, particulièrement en faculté de Lettres). On ne peut donner aux enseignants une formation académique qui leur serait propre : ils doivent être d'abord des étudiants comme les autres. Des incitations (tant financières que pédagogiques) vers le métier d'enseignant doivent être données durant les deux premières années du supérieur ; des stages sont également possibles, mais ce serait seulement après le niveau du B.U.E.L. ou du B.U.E.S. que se feraient les distinctions entre ceux qui suivront une maîtrise puis un stage de formation professionnelle et iront enseigner ensuite dans les lycées et ceux qui suivront une formation professionnelle appliquée à l'enseignement élémentaire. Il apparaissait que cette formule était la seule susceptible de préparer tout enseignant à être disponible pour une recherche et apte à une formation permanente.

Cette formule s'est en grande partie imposée, en incluant l'idée que la formation professionnelle devrait se faire en deux ans sous forme d'un « stage en responsabilité » dans une classe réelle (avec alternance entre des temps d'enseignement et des temps de « formation »). Des Instituts Universitaires de Pédagogie serviraient de base à cette formation professionnelle.

Une autre hypothèse a été avancée et elle pouvait réunir les partisans des deux premières conceptions : elle consisterait à faire un I.U.P. pour les instituteurs sur le modèle des Instituts Universitaires de Technologie. Ce serait finalement aménager le système actuel des Ecoles Normales d'Instituteurs, en le rapprochant de l'enseignement supérieur. Formulée par des représentants de l'administration ministérielle, acceptée par certains instituteurs, cette idée n'a pas été retenue par le Colloque. Mais, en d'autres lieux, cette idée risque fort de faire son chemin...

C'est pourquoi il est essentiel d'insister sur la demande faite par le Colloque d'expérimenter dans les meilleurs délais diverses formules correspondant aux deux aspects qui ont fait l'accord de tous : une formation « fondamentale » et universitaire (qui devrait être de deux ans au moins) et une formation professionnelle adaptée à l'exercice du métier (qui devrait être également de deux ans, sous forme d'un stage en responsabilité).

*

**

Sur la recherche en éducation, ce furent principalement deux conceptions qui s'affrontèrent :

— pour les uns, la recherche pédagogique doit être liée au système

même de l'Education Nationale, et fatalement à son administration ;

— pour les autres, elle ne saurait être profondément différente du système de la recherche, dans son ensemble : elle doit être distinguée de l'expérimentation pédagogique qu'elle peut cependant utilement inspirer.

Le rapport final s'inspire principalement des tenants de cette seconde tendance, puisqu'il demande :

— des fonds d'intervention venant de différentes sources de financement ;

— une commission de la recherche en éducation auprès du C.N.R.S., chargée de la coordination des activités de recherche ;

— des instituts de recherche en éducation, auprès des universités, donc auprès des lieux de formation initiale et permanente des maîtres ;

— des établissements expérimentaux, avec des statuts particuliers et des missions claires.

Comme on le voit, ce n'est pas un mince débat qui a été ouvert au Colloque d'Amiens. Est-ce à dire qu'il faille en partager toutes les conclusions : certes pas, mais nous ne pouvons que nous féliciter de voir ainsi reprises des préoccupations que le P.S.U. entend bien développer et mettre en action.

L'action ? C'est un mot qui ne fut guère prononcé au Colloque et l'on y mania sans doute davantage l'abstraction que la revendication. Un des participants s'en étonna et demanda à entendre le rapport de la sixième commission : celle des moyens... Il n'y en avait pas, mais certains pouvaient croire que M. A. Peyrefitte, dans la séance de clôture, allait prendre la balle au bond et se faire le rapporteur des moyens que le ministère entend mettre à la disposition de la formation des maîtres et de la recherche en éducation. Ils furent vite déçus, non seulement le premier problème ne fut même pas évoqué, mais le second servit seulement de justification à la récente création de la commission pédagogique ministérielle. C'était dire exactement le contraire du rapport, ce qui ne pouvait échapper à aucun des participants. □

TRIBUNE ETUDIANTE N° 9

PARAIT CETTE SEMAINE

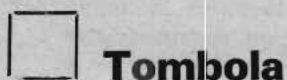
Au sommaire :

- Quel enseignement supérieur technique ?
- L'enjeu politique de la Rhadioceta
- Réponse de F. Châtelet à A. Gorz
- Le Congrès culturel de La Havane
- Carmichael répond
- La Situation au Guatemala
- Le droit au plaisir

Des chroniques et des informations sur l'actualité politique étudiante.

Adressez vos commandes à « T.E. », 81, rue Mademoiselle - Paris-15°.

Abonnements : 6 numéros : 5 F. Paiement par chèque ou mandat postal sur le C.C.P. : 19.702.50 - Paris.



Tombola

A nos lecteurs

Christian Guerche

A la fin de ce mois et jusqu'au 1^{er} juin date de tirage, la campagne de bons de soutien à *Tribune Socialiste*, qui sont en même temps des billets de tombola, va battre son plein. Pendant ces deux mois l'ensemble des organisations du P.S.U., et nos lecteurs, vont déployer toutes sortes d'efforts pour que le maximum de billets soient placés auprès de tous les sympathisants et des amis de notre journal.

Cette opération, qui pour être traditionnelle, n'en est pas moins chaque année nouvelle, nous crée des responsabilités et mérite des explications.

La grande presse, fait grand bruit actuellement sur l'introduction de la publicité de marque à la télévision. Elle souligne à juste titre, que de nouveaux déséquilibres dans les recettes publicitaires risquent de causer la disparition de nombre de journaux et de mettre en difficulté les plus grands. Tout cela est parfaitement exact, et justifie l'opposition à cette mesure.

Constatons cependant que la même presse a laissé disparaître nombre de journaux d'opinion, tout ainsi indispensables, sinon plus, à l'expression d'une vie démocratique. C'est parce que ces disparitions l'arrangeaient.

Aujourd'hui, elle crie. Mais sa campagne va-t-elle jusqu'au bout ? Autrement dit, est-on décidé à promouvoir un nouveau statut de la presse assurant à celle-ci, la liberté non seulement d'opinion, mais de fonctionnement. Il faut le dire, l'argent est roi dans la presse, et tant qu'on ne s'attaquera pas à celui-ci, il est vain de pérorer sur la liberté.

Depuis bientôt quatre cents numéros, nous nous battons à *Tribune* pour que cette liberté devienne concrète. Mais nous ne pouvons le faire que grâce à votre fidélité.

Les lettres de nos lecteurs qui nous parviennent nombreuses, les nouveaux abonnements qui rentrent à une cadence satisfaisante, depuis le départ de notre dernière campagne, prouvent que l'on est sensible ici et là, à nos efforts et à notre politique.

Il faut pourtant faire mieux, beaucoup mieux.

L'administration et la rédaction de *Tribune*, travaillent dans des conditions, dont la simplicité pour être parfois amusante, confine à la misère. Nous n'en tirons aucune fierté. Car au bout du compte nous savons bien combien notre journal pourrait être meilleur, si quelques moyens supplémentaires étaient mis à sa disposition.

Malgré ces efforts d'économie, notre équilibre est néanmoins malaisé. Il rest donc indispensable d'augmenter nos lecteurs, et en attendant que notre audience s'élargisse (les possibilités en sont évidentes), de faire appel à nos amis pour boucler notre budget.

C'est l'objet premier de notre tombola. Mais ce n'est pas le seul.

De nouvelles améliorations

En passant le plus fréquemment possible à 16 pages, nous entendons manifester la vitalité de notre journal, et surtout aborder de nouveaux sujets.

Cette augmentation de pagination ne résout que très insuffisamment nos problèmes, et toutes les semaines nous sommes obligés de supprimer des articles valables ou d'en reporter la parution.

En même temps, des enquêtes, des correspondances, des documents qui devraient trouver leur place dans nos colonnes sont écartés, à regret.

Il faut donc consolider ce qui a été acquis, et introduire de nouvelles améliorations. Elles seront prochaines dans la présentation, mais elles doivent se manifester beaucoup plus encore dans le contenu.

C'est seulement à ce prix, que nous franchirons de nouvelles étapes, et que *Tribune* deviendra un journal plus vivant, plus varié, et plus lu. L'équipe rédactionnelle est pour sa part décidé à cet effort, et c'est avec plaisir que nous voyons se renforcer le réseau de nos collaborateurs.

La bataille de la publicité

Il est cependant certain, que ce n'est pas en recourant régulièrement à la bonne volonté ou à la générosité de nos lecteurs, que nous gagnerons les batailles successives, que nous mènerons dans les prochains mois.

Un journal est aussi, une affaire commerciale. C'est donc commercialement qu'il faut réagir, pour augmenter sa diffusion.

Indépendamment des ventes militantes si précieuses, il est évident que la diffusion en kiosque, la prospection des nouveaux abonnements, doivent être contrôlées, animées, dynamisées.

Pour mener à bien ce travail, il nous faut de nouveaux moyens, que la publicité peu en partie procurer.

Tribune Socialiste est pour un certain nombre d'annonceurs, un bon support. Il s'agit de les en convaincre, ce qui suppose démarches, courtiers et régie.

Nous nous organisons pour entreprendre ce démarchage. Mais nos lecteurs peuvent nous aider. En accordant systématiquement la préférence aux annonceurs qui nous donneront de la publicité, vous pouvez nous aider largement à imposer *T.S.* en tant que support.

**

Telles sont les raisons qui nous poussent à vous demander de participer à la campagne de bons de soutien.

Nous sommes sûrs que nous serons entendus.

Il vous reste
18 jours
pour
profiter
des
abonnements
à
**Tribune
Socialiste**

au prix spécial

6 mois : 9 F

1 an : 17 F

Nom :

Adresse :

Faites parvenir ce bulletin accompagné d'un chèque bancaire ou postal, ou un virement postal au :

C.C.P. Paris 58-26-65

Tribune Socialiste, 54, bd Garibaldi, Paris-15°.

LISTE DES LOTS

1^{er} PRIX : UNE VOITURE RENAULT R 4 L

- | | |
|---|--|
| 2 ^e lot Un meuble combiné stéréophonique | du 11 ^e au 20 ^e lot Un rasoir électrique |
| 3 ^e lot Un réfrigérateur | du 21 ^e au 30 ^e lot Un réveil à piles |
| 4 ^e lot Un magnétophone | du 31 ^e au 40 ^e lot Un sac de couchage |
| 5 ^e lot Un électrophone | du 41 ^e au 50 ^e lot Un matelas pneumatique |
| 6 ^e lot Un bateau pneumatique | du 51 ^e au 60 ^e lot Un lit de camp |
| 7 ^e lot Une cireuse | du 61 ^e au 70 ^e lot Un pèse-personne |
| 8 ^e lot Un électrophone | du 71 ^e au 80 ^e lot Un sèche-cheveux |
| 9 ^e lot Un aspirateur | du 81 ^e au 90 ^e lot Un album de disques |
| 10 ^e lot Un transistor | du 91 ^e au 100 ^e lot Un robot Marinette |
| | du 101 ^e au 110 ^e lot Un chauffe-plat |

du 111^e au 1.100^e lot : Un disque 45 tours ou un livre

Tirage le 1^{er} juin 1968 — Date limite de retrait des lots : 30 juin

Rentrée parlementaire

De nouveaux affrontements

Lucien Saintonge

Le temps n'est plus, disent les gaullistes, où chaque nouvelle session de l'Assemblée était le début d'une véritable « opération-survie » pour le gouvernement en place. Ils avaient peut-être raison pour la précédente législature, mais les rentrées parlementaires d'avril et octobre 1967 n'ont pas été de tout repos pour M. Pompidou, et pour celle qui aura lieu le 2 avril prochain on lui souhaite comme dit le général, « bien du plaisir ». Les soucis de M. Pompidou tiennent en quatre chiffres, deux fois 200, deux fois 40 : d'un côté le « gros bataillon » de l'U.D. V^e et de la Gauche, 200 députés chacune, qui vont s'affronter sans ménagement ; de l'autre ceux qui vont et viennent entre les deux camps, 40 centristes et 40 républicains indépendants.

La lutte des deux grandes forces politiques du pays, le gaullisme et la gauche, a franchi ces derniers mois une étape importante ; chaque camp s'est efforcé de raffermir sa cohésion, de préciser son programme, et c'est précisément sur ces deux points que la session de printemps va les mettre à l'épreuve. Au cours de ces trois mois, par des procédures diverses, l'Assemblée va se pencher sur la ratification des ordonnances économiques et sociales de l'automne dernier, sur le problème de la publicité à la Télévision Française, sur le débat institutionnel provoqué par la proposition de loi de Roland Duvras, sur la réforme communale, sur le renouvellement du statut de l'école privée. Sur tous ces terrains l'U.D. V^e et le gouvernement ont des problèmes de programmes, car les choix sont délicats à opérer entre les intérêts que le gaullisme veut concilier et aussi des problèmes de cohésion, car de nombreuses divergences ressortent des diverses réunions qu'ont tenues les gaullistes sur ces questions. Mais pour la gauche aussi, ces débats seront une épreuve.

Ordonnances : il va falloir choisir entre les facilités et les équivoques de la déclaration commune P.C.-F.G.D.S. et les tentatives d'élaboration plus sérieuse que mènent, cha-

cun de leur côté, les partis de gauche.

Publicité à l'O.R.T.F. : au-delà des protestations qui défendent surtout les dirigeants de la grande presse capitaliste, il faudra définir le rôle et la place de la publicité dans une économie socialiste moderne. Sur le problème de la loi et du règlement justement soulevé par le député de Brive, la gauche va devoir dire si elle accepte l'amputation du pouvoir législatif décidée en 1958 ou sinon, ce qu'elle propose à la place. Sur la réforme communale, devant les précisions données par Fouchet qui indiquent que de réels changements vont avoir lieu, il ne sera plus possible de s'en tenir à la défense des libertés communales, il faudra tracer une politique de gauche sur la démocratie locale.

Si les protagonistes principaux de la bataille qui va commencer ont, comme on le voit, matière à travailler, on peut être sûr que les marginaux et les « francs-tireurs » ne resteront pas inactifs et parviendront même à occuper le devant de la scène. Centristes et giscardiens, devant ces deux groupes d'importance égale, entendent bien faire payer leur concours le plus cher possible à une « majorité » qui manifestement n'en est plus une. Les centristes n'ont guère la liberté de choix que suppose leur appellation : ils ne peuvent aller que vers la droite ; et le type de décisions que l'Assemblée aura à trancher les verra d'accord au fond avec le gouvernement.

Aussi pour ne pas se laisser englober, auront-ils recours, très probablement, à des querelles de procédure, à des votes-surprise, tendant à montrer que leur soutien est conditionnel et qu'ils sont des esprits indépendants. Quant à ceux qui font profession d'être « indépendants », les amis de Giscard d'Estaing, les occasions de s'émanciper qui vont leur être fournies — pour l'aile « libérale » de la majorité, quel meilleur terrain que l'O.R.T.F. ou les communes ? — seront le test de leur autonomie réelle, ça n'ira sans doute pas au-delà des habituels « cactus », et M. Pompidou a le cuir épais. □



Collombert

secteur privé par l'intermédiaire de divers organismes, certains liés à des ministères (C.E.A. - O.R.S.T.O.M. - I.N.R.A. - I.N.S.E.R.M.), d'autres plus autonomes, mais soutenus par la Délégation générale à la Recherche Scientifique et Technique (D.G.R.S.T.). Faire du C.N.R.S. une « école de chercheurs » et le vouer en même temps à l'improductivité, n'est peut-être pas de bonne méthode. Mais surtout à l'heure actuelle, le C.N.R.S. reste une structure démocratique, où le contrôle des chercheurs peut s'exercer, où les programmes de recherche sont établis à l'issue de négociations sérieuses, où chacun doit prendre ses responsabilités : les pouvoirs publics comme les chercheurs.

Il est vrai cependant que le C.N.R.S. n'a guère de contacts avec les producteurs et qu'il devient parfois le champ clos de luttes entre « patrons », dont l'enjeu reflète le système des chaires universitaires. Il faut donc tout à la fois réinsérer le C.N.R.S. dans la vie nationale, le brancher étroitement sur la vie économique et notamment sur l'industrie et — en même temps — mettre en place une structure démocratique capable de prendre des décisions — dans le cadre des objectifs fixés par le Plan et par le Budget — pour l'ensemble des secteurs de recherche : qu'ils soient liés ou non à l'Université, qu'ils appartiennent au secteur public ou au secteur privé.

Il faut aussi jeter les bases d'un statut des chercheurs et peut-être, d'abord, de ceux qui appartiennent à un organisme public, pour garantir leur formation, la sécurité de leur emploi et la mobilité professionnelle indispensable.

Vaste tâche. Le Syndicat national des Chercheurs Scientifiques n'a cependant pas hésité à l'entreprendre, en organisant le 24 mars à Paris un Colloque largement ouvert, qui devait permettre aux organisations

politiques, syndicales et professionnelles de prendre position sur ces questions. M. Chesillot, secrétaire général du S.N.C.S. (F.E.N.), avait présenté dans son rapport les termes du problème. Ils furent repris par divers orateurs, au nom de leur expérience (professeurs, directeurs de recherche) ou de leurs organisations : par M. Juquin pour le Parti Communiste et par R. Chapuis pour le P.S.U. ; par M. Martial pour la F.E.N. et par M. Lautman, pour le S.C.E.N. ; ainsi que par des représentants de diverses branches de la C.G.T., C.F.D.T. et C.G.C. M. Aigrain, nouveau délégué général à la Recherche a suivi l'ensemble des travaux.

Cette vaste confrontation a permis de mettre en évidence des points d'accord et, en dehors de ceux qui ne voient le problème de la recherche qu'à travers les avantages immédiats qui pourront être donnés à certaines catégories de chercheurs, les participants se sont montrés conscients de l'importance des choix à réaliser. Les divergences se manifestent bien entendu sur les choix eux-mêmes : ils reflètent en effet la façon dont on entend ou non peser sérieusement sur la vie économique en rapport avec les besoins réels et les choix collectifs ; ils reflètent aussi la manière dont on entend s'opposer au modèle américain : s'agit-il de l'affronter en l'imitant (thèse de certains de ceux qui participèrent naguère au colloque de Caen, et thèse gaulliste, semble-t-il) ou en créant — en fonction de nos ressources propres et de leur cadre normal d'expansion (ce qui pose le problème européen) — un modèle d'une autre nature, qui ne peut être qu'un modèle socialiste.

Telle fut la thèse du P.S.U. — sur laquelle nous aurons à revenir : elle implique de larges efforts pour le développement de la recherche ; elle implique une profonde réforme des structures et notamment la création d'un Conseil National de la Recherche Scientifique où seraient représentés les chercheurs, dans leur diversité, les utilisateurs — donc les producteurs et travailleurs — et les pouvoirs publics : elle implique un statut des chercheurs capable de se prêter à la diversité des situations, dans « l'espace » (qu'ils soient liés à l'université ou au secteur de production public ou privé) comme dans « le temps » (capacité de changement dans la fonction) ; elle implique surtout de nouveaux moyens d'action économique, par la réorganisation et l'extension du secteur public, et politique, par la définition d'un plan d'ensemble, fondé sur une majorité de gauche, et qui exprime de façon précise et cohérente les objectifs du développement et donc de la recherche.

Une nouvelle rencontre, sur plusieurs journées, aura lieu au printemps 1969 : ne doutons pas, qu'après la confrontation du 24 mars, elle donne lieu à une expression des choix plus claire et donc plus tranchée. □

Recherche scientifique

Un modèle nouveau

Rémy Grillault

La recherche scientifique vit à l'heure des choix. Alors qu'elle se greffe de plus en plus étroitement sur le système de production et sur le développement économique et social, peut-on séparer

la recherche en deux branches : l'une plus universitaire qui intégrerait le C.N.R.S. encore davantage dans l'Education Nationale, l'autre plus « industrielle » fondée sur la collaboration du secteur public et du

Printemps à Prague

(suite de la 1^{re} page)

Novotny : sursaut et échec

Le vote à 5 contre 5 au présidium du P.C. qui remonte en janvier était déjà significatif. On savait que les 5 opposés étaient Cernik (futur ministre du Plan), Dubcek, Kolder (président de la commission économique), Dolansky (président de la commission pour les questions de niveau de vie), Hendrych (président de la commission idéologique). On notait que Dubcek, 1^{er} secrétaire du Comité central du P.C. slovaque, avait été l'élément le plus virulent, mais on se méfiait encore du possible changement d'attitude de Hendrych, vieux novotnyen qui sentait venir le vent et on le savait capable de pouvoir encore retourner sa veste.

LA TCHECOSLOVAQUIE

127.870 km ²	
Bohême Moravie - 78.861 km ²	
Slovaquie - 49.009 km ²	
10 régions : 7 tchèques - 3 slovaques	
6.777.000 hommes	
7.437.000 femmes	
15.000.000 d'habitants	
9.238.000 Tchèques	
4.101.000 Slovaques	
56.000 Ukrainiens et Russes	
69.000 Polonais	
554.000 Hongrois	
130.000 Allemands	
ouvriers 58,1 %	
employés 29,2 %	
agriculteurs	
coopérateurs 8,6 %	
artisans	
coopérateurs 1,2 %	
paysans libres 2,5 %	
professions	
libérales 0,1 %	
artisans libres 0,3 %	
1.700.000 membres du Parti Communiste	
62,5 % d'origine ouvrière	

La seule décision positive prise était celle de « créer une commission » qui se chargerait de développer un nouveau plan d'action.

Novotny cherchait à gagner du temps. Il rassemblait alors ses fidèles : Chudik, président de l'Assemblée nationale slovaque ; Lastovicka, président de l'Assemblée Nationale ; Simunek, vice-président du Conseil et Lenart, dont j'ai toujours pensé qu'il n'avait jamais cessé de lutter contre le tempérament de la vieille garde... même en acceptant d'être président du Conseil. Avec eux, Novotny décida alors de frapper un grand coup. Déjà la presse devenait agressive

et Rude Pravo comme Prace, de moins en moins respectueux.

Novotny convoqua alors son ministre de l'Intérieur Kurdna pour s'assurer le soutien de la police, son ministre de la Défense Lomsky, son ministre de la Justice Vaclar Skoda et le fameux procureur général le Dr Urvalek (tous les deux en piste depuis 1950). Un beau quarteron de Staliniens qui avaient tout à perdre en cas d'échec de Novotny.

Que se passa-t-il alors ? J'ai eu en mains la convocation spéciale et secrète transmise pour rassembler les « fidèles vétérans de la police et du Parti » et leur donnant ordre de s'associer à toute action (sous-entendu militaire) qui aurait pour but de sauver le P.C. de l'attaque des déviationnistes et autres nationalistes... on connaît le vocabulaire. Ce fut l'échec. Peu vinrent aux rendez-vous. Même à l'usine C.K.D. de Sokolovo, fin février, Novotny pouvait encore espérer semer le doute et séparer la classe ouvrière de l'initiative Dubcek présentée comme d'inspiration intellectuelle.

C'est alors que l'affaire Sejna survint. Et celle-là le peuple tchèque la ressentit comme une insulte. On savait l'arrivisme de Sejna, son amitié avec le fils Novotny (directeur de la Centrale Artia).

On savait dans les milieux politiques et militaires que sa totale soumission à Novotny en avait fait le président de la Commission de la Défense nationale de l'Assemblée nationale, le président de la Commission de l'Armée du Comité central du P.C... Sa fuite aux U.S.A. fut le coup de poignard qui abattit Novotny. Celui-ci parla encore de manœuvrer. Il révoqua même quelques-uns de ses amis, solidaires de sa contre-attaque : Kurdna et surtout Urvalek... mais il tenait encore bon. Contre cet entêtement Dubcek fit marcher la radio, la télévision, la presse. Il prit la parole à Brno, des réunions du Parti furent tenues. Il y avait longtemps que cela ne s'était fait ! Il fit organiser le meeting de la Maison slave où plus de 10.000 personnes, jeunes pour la plupart, dans un climat de kermesse et d'incessantes interrogations, écoutèrent leurs professeurs et les politiques surtout M. Smrkovski qui pourrait bien être le futur président de la République. On parla de tout, de la Pologne, d'Israël, de Moscou, de l'économie telle que préparée et voulue depuis 1964, des prévaricateurs du régime, des chasses gardées et des « fortunes » des leaders politiques novotnyens. C'était touffu, passionnant,



Novotny : Seul à se regretter

mais à aucun moment il n'y eut velléité de descendre dans la rue (vide de police du reste). On alla dans la rue, on parla, on se coucha tard. Il n'y eut pas ces embrassades relatées dans certains hebdomadaires. Il y avait de l'espoir. Chacun sentait que l'histoire tournait une page, mais qu'il fallait avoir plus de sagesse que de démesure.

Et surtout j'y insiste beaucoup, ces jeunes étudiants et employés de Prague savaient et disaient que le combat n'était pas gagné, qu'il fallait convaincre les « ouvriers », ceux de toute la Tchécoslovaquie. Et que pour le moment, si la volonté politique était unie dans les milieux intellectuels, il fallait nécessairement que la classe ouvrière y participe. Et pour cela donc que les cellules du Parti refonctionnent et parlent politiquement... c'est-à-dire librement.

Les ouvriers et l'économie

« La Tchécoslovaquie est mûre pour la démocratie socialiste » a dit à Brno M. Dubcek. Si j'y crois profondément à la fois pour des raisons historiques et psychologiques, c'est parce que je cotoie depuis longtemps le silence de tant d'amis et que je les vois aujourd'hui m'assurer que c'est sérieux, qu'il faut y croire mais que tout n'est pas réglé. Ces ouvriers par exemple, ces syndicalistes du Mouvement syndical révolutionnaire habitués à l'autoritarisme du syndicat unique, sachant la quasi-inutilité de leurs protestations, mais insérés dans un cadre politique pesant et sourd, ne sont pas encore

convaincus que les erreurs du gouvernement Lenart, viennent des politiques et non des technocrates. Tant de fois ces dernières années ils ont eu en effet l'impression que la réforme économique était une vue théorique née dans l'esprit de l'économiste Cik et qu'elle n'était pas tellement fidèle au marxisme de ces vingt dernières années. La vie augmentait. Les salaires ne subissaient pas la hausse promise. La répartition des « profits » était reportée. Les étudiants chevelus et bruyants, peu travailleurs, couchés à cinq heures du matin, vivant on ne sait trop comment. Les intellectuels peu au contact des usines et dont par définition l'ouvrier qui les méconnaît se méfie... Tout cela avait été exploité par Novotny et ses réseaux depuis 1964, répété depuis 1966, tenté à nouveau ces dernières semaines. Un pas en avant. Deux en arrière, au nom du marxisme.

Le résultat fut vain sur le plan politique. Mais la classe ouvrière tchèque attend en ce moment de savoir si la réforme économique qui va continuer, s'accroître, se régulariser, ce sera pour elle plus de travail, des salaires augmentés, une meilleure vie matérielle. Et dans sa balance personnelle « la démocratie politique » elle y croira, elle s'y intéressera ensuite, alors son poids sera déterminant lorsqu'elle aura volontairement et clairement rejoint ces intellectuels et ces étudiants dont elle se méfie encore quelque peu.

Novotny le savait bien, mais son impopularité était telle qu'il ne put faire passer son analyse, faire entendre sa version, créer la situation contraire.

L'épuration ?

Ce qui frappe à Prague c'est qu'on ne raisonne pas en fonction des comptes à régler. Nulle part on ne crée des comités chargés de rendre justice. Le moment viendra certes où calmement le Parti remontera le passé de certains de ses anciens dirigeants et cherchera leur responsabilité dans les jugements et les condamnations de 1956. Alors bien des chefs d'entreprises, des « apparatcheks », des « planqués » des centrales, ne retrouveront plus leur travail. Il se peut que certains soient jugés, mais je parie plutôt sur une politique de mise à l'écart et d'oubli que sur des sentences de haine. Les vieux staliniens, les « conservateurs » comme on dit, ont perdu, les « progressistes » vont avoir à reprendre le relais. Personne aujourd'hui ne saurait dire qui sera menacé et comment il s'en sortira. C'est ce doute qui rend plus tristes certains des hommes du pouvoir d'hier.

Mais la démission de Novotny, sa forme, sa dialectique, les rassure quelque peu.

A Prague on réorganise plus qu'on épure. On se prépare à réhabiliter



Dubcek : Convaincre les ouvriers de la priorité économique

A.F.P.

les condamnés d'hier. On réapprend l'histoire des vingt-deux dernières années... la vraie.

Les Slovaques

Ce n'est pas non plus la victoire des Slovaques, leur revanche contre les Tchèques. C'est tout au plus pour eux le moyen de redonner vie à un grand nombre d'organisations dont l'existence sur le seul papier sentait plus l'ironie que le schisme.

Une Union tchèque pour la jeunesse, mais aussi une slovaque

Un Comité des Femmes tchèques, et un Comité des Femmes slovaques.

Une Croix-Rouge tchèque, mais aussi une slovaque.

Un Comité tchèque des Partisans de la Paix, un slovaque également.

Un Comité tchèque antifasciste, un slovaque aussi.

Jusqu'aux philatélistes qui étaient tchèques ou slovaques !

Disons que le folklore est maintenant dépassé, que ces organismes vont peut-être prendre vie, s'insérer au Parti, l'aider, être sa chambre d'écho, à condition que la répartition sérieuse du Plan, du Budget, des crédits d'investissements, rétablissent l'écart entre Bratislava et Prague. Et que cela ne reste pas la victoire nationaliste, ne serve pas le caractère chauvin d'un fédéralisme trop hâtivement recherché. Je pense que des mois passeront, et que des élections aux deux Assemblées (la tchèque et la slovaque) auront lieu avant que se pose vrai-

ment le problème de la coexistence fédérale.

Prague non plus, maintenant, ne le souhaite pas tellement. Alors attendons !

L'U.R.S.S. ?

Brejnev n'accomplit pas certains jours le voyage de Prague pour seulement appuyer Novotny, il le fit aussi parce que de Varsovie à Bucarest, une troisième capitale se voulait majeure. C'était une menace pour la stratégie communiste internationale à la veille de Budapest, face au Vietnam et dans l'irréversible transformation économique des Liberman, des Cik, des Ceaucescu.

A son retour à Moscou il savait Novotny vaincu. Depuis 48 heures, à Dresde, les Soviétiques essaient de reprendre les rênes en mains. Dubcek sort de l'école des Cadres de Moscou, mais il n'a pu tolérer d'être traité de « nationaliste slovaque » au nom du communisme. Il y a dix ans il aurait été fusillé. Depuis Khrouchtchev, même les Soviétiques doivent accepter de discuter. Mais cette fois ils sont inquiets. Le mal risque de s'étendre. *La Pravda* a beau ignorer les étudiants de Varsovie, différer la nouvelle de l'éviction de Novotny, considérer Bucarest comme une coulèuvre qu'il faut avaler... le Soviétique n'ignore plus (lui aussi a son transistor et son « téléphone ») et ses dirigeants ne peuvent rester indifférents.

Alors on a convoqué Dubcek et les autres. Pour savoir : Le pacte

LES PARTIS EN TCHECOSLOVAQUIE

Le Parti Communiste Tchécoslovaque

Le Parti Communiste Slovaque

Le Parti Populaire Tchécoslovaque

rassemble les catholiques progressistes.

Président : Le théologien Josef PLOJHAR, ministre de la Santé.

Le Parti Socialiste Tchécoslovaque

rassemble intellectuels et employés.

Président : Le docteur NEUMAN, ministre de la Justice.

Le Parti de la Renaissance Slovaque

créé en 1948.

Président : Josef MJARTAN.

Le Parti Slovaque de la Liberté

créé en 1946.

Président : Michal ZAKOVIC.

PEU D'ACTIVITES : PARTIS ALIBIS - N'ont joué aucun rôle.

de Varsovie — La déclaration mutuelle de fidélité au socialisme — La solidarité dans la lutte des Partis communistes contre la peur chinoise... Et l'on a dû parler sérieusement. Car il y a danger dans le bloc jusqu'ici monolithique de l'Europe Orientale. Et des solutions diverses pour colmater les brèches doivent être recherchées. Dresde ! ou que faire pour que Moscou ne perde pas la face !

Je reparlerai de la Pologne la semaine prochaine et à la veille du voyage de De Gaulle en Roumanie, j'essaierai de placer ce pays dans le cadre de sa position originale, paradoxale et unique.

Pour conclure sur la Tchécoslovaquie, je dirai très fortement à tous mes amis qui renaissent aujourd'hui à la liberté retrouvée plus pleinement que le plus important pour eux, est de tout faire pour élever le niveau économique de la Tchécoslovaquie et en premier de la Slovaquie. Pour cela bien des contradic-

tions devront être surmontées, des arbitrages rendus.

Il est important que la foule honore Jan Masaryk et son père, et Benès (chaque année, des fidèles de Benès l'ont du reste toujours fait).

Il est important que les victimes d'hier, retrouvent avec leur réhabilitation, le sommeil du juste s'ils vivent encore...

Il est vital que le peuple reste lucide.

Sa vocation démocratique est certaine. Les jeunes générations sont avides de cette liberté, connue hier par leurs pères et espérée par eux pour vivre à l'heure de leur siècle.

Mais dans ce siècle et ce n'est point sa faute, la Tchécoslovaquie a de longues années de retard à rattraper.

De son progrès économique dépend dès aujourd'hui son retour à la démocratie socialiste.

Là est la priorité. □

CUBA 68 : un voyage vers le socialisme

DEPARTS DE PARIS LES 24 JUIN, 8 JUILLET, 15 JUILLET, 22 JUILLET, 12 AOUT ET 2 SEPTEMBRE 1968

● Une semaine de découverte de CUBA et deux semaines dans un village de jeunes, dont une semaine en travaillant.

PRIX : 1.495 francs — pour les départs des 24 juin et 2 septembre.

1.565 francs — pour les autres dates.

● Une semaine de découverte de CUBA et deux semaines dans un village de toile.

PRIX : 1.715 francs.

Le programme détaillé sera envoyé à toutes les personnes nous ayant fait parvenir le bulletin paru précédemment.

Les Fédérations au travail

POITIERS

La fédération de la Vienne du P.S.U. et le Centre d'Etudes Socialistes de Poitiers ont convié Michel Rocard à animer une réunion publique sur le thème : « La Gauche au pouvoir pourra-t-elle être socialiste ? » Deux cents personnes environ avaient répondu à l'appel de nos camarades. Devant cet auditoire, Michel Rocard a fait le point du bilan actuel de la Gauche et souligné que les divergences et les problèmes non discutés entre les formations intéressées demeurent encore grands. Seule l'action collective de tous à la base plus encore qu'au sommet peut contribuer à faire évoluer cette situation. Pour cette raison, la convergence des luttes entre les forces politiques et toutes les autres forces sociales du pays est aujourd'hui l'objectif politique prioritaire. C'est pour engager son action dans ce sens que le parti consacre son Conseil National aux perspectives offertes par les luttes sociales.

Mieux armées pour la lutte, nos fédérations seront par la suite plus à même de développer dans l'opinion la conscience de ce qu'une solution socialiste est nécessaire à partir de l'expérience donnée par les combats quotidiens du mouvement syndical notamment.

SAINTES

La fédération de la Charente-Maritime du P.S.U. a organisé les samedi 23 et dimanche 24 mars une série de manifestations. En premier lieu, une réunion publique sur le sujet : « Comment la Gauche peut-elle assurer sa victoire ? » Michel Rocard a indiqué ici devant 120 personnes que le P.S.U. proposait d'élargir la puissance de la Gauche en associant toutes les forces vives du pays à son combat. Un auditoire très attentif a ensuite posé de nombreuses questions sur tous les points qui font difficulté dans la Gauche et sur les moyens de les surmonter, notamment l'Europe, le Moyen-Orient, la politique de l'enseignement et la politique financière. Cette réunion fut le signe du vif intérêt que rencontre de plus en plus l'action du P.S.U. en Charente-Maritime.

Ensuite une session de formation devait occuper toute la soirée sur un thème austère : « Les conditions économiques et financières de la marche vers le socialisme ». Comme on le voit, la fédération de la Charente-Maritime ne redoute pas les sujets sérieux et ce furent de nouveau une centaine de personnes qui vinrent écouter l'exposé sévère du secrétaire national du Parti qui fut ensuite discuté très en détail par un certain nombre d'assistants.

Enfin, le lendemain dimanche, la fédération de la Charente-Maritime tenait son congrès devant 60 délégués auxquels s'étaient joints des invités des fédérations voisines de la Vendée, des Deux-Sèvres et de la Charente. Ce congrès a permis de faire le point sur le renforcement récent du P.S.U. tant en Charente-Maritime, où son rayonnement est en progrès et où la reprise des cartes est bonne, qu'au niveau national où les perspectives, compte tenu de la reprise des cartes telle qu'elle est connue, sont au total et en moyenne encore meilleures qu'elles ne le sont dans ce département.

TROYES

La section de Troyes a organisé le 21 mars dernier une réunion d'information sur les problèmes économiques et la situation internationale, avec la participation de Manuel Bridier, membre du Bureau national. L'exposé a été suivi d'une large discussion, à laquelle ont participé de nom-

breux sympathisants et des militants syndicalistes. Les questions ont permis de mettre en lumière les problèmes de la crise économique dans la région, particulièrement touchée par le chômage partiel et la diminution des heures de travail. Les participants ont ainsi pu mesurer à quel point le programme du P.S.U., tant sur le plan national qu'au plan régional, répond effectivement aux besoins économiques et sociaux de notre temps.

VALENCE

Le dimanche 10 mars s'est tenu à Valence le congrès fédéral en présence de plus de 50 adhérents venus des diverses sections du département et de Gilles Martinet.

La matinée a été consacrée à une large discussion portant sur l'action du parti, tant sur le plan national que sur le plan local. En conclusion, le rapport d'orientation présenté par André Didier, secrétaire fédéral sortant a été approuvé à une très large majorité.

L'après-midi, un plan de travail a été mis au point, comportant :

- un nouvel effort pour améliorer l'implantation du parti : reprise des contacts établis lors de la campagne électorale ; organisations de diverses réunions publiques d'ici l'été, etc.

- création de commissions de travail, soit à l'échelon fédéral, soit sur le plan de l'agglomération valentinoise (emploi, urbanisme et circulation, enseignement, problèmes agricoles, etc.

- parution de « Drôme 68 » : efforts pour améliorer sa diffusion ; chaque numéro comportera un dossier (en préparation : agriculture).

- développement du Cercle d'Etudes socialistes qui poursuivra à Valence son cycle de conférences et de tables rondes ; création de C.E.S. dans plusieurs localités importantes du département.

Enfin, un nouveau bureau fédéral d'une vingtaine de membres a été élu, ainsi qu'un secrétariat plus restreint. Nouveau secrétaire fédéral : Edouard Coulaud. Secrétaire administratif : André Didier, membre du C.P.N. Trésorier : J. Bayard.

Une bonne journée de travail pour la fédération P.S.U. de la Drôme.

TOURS

La section E.S.U. de Tours est en plein développement : elle a dépassé le chiffre des 20 adhérents ; une distribution systématique du dépliant national dans les cités universitaires a permis de grossir le cercle des sympathisants et de ceux qui s'intéressent aux activités du P.S.U. ; la section participe activement au travail de la fédération d'Indre-et-Loire, notamment à l'occasion de la préparation du Conseil national ; enfin, elle vient de réussir avec éclat son premier meeting public.

Le jeudi 21 mars, Marc Heurgon et Abraham Behar sont venus présenter devant une assistance de 140 étudiants les options du P.S.U. dans le domaine de la lutte anti-impérialiste ; après les deux exposés, un flot de questions sur les problèmes les plus divers a permis de prolonger les débats jusqu'à plus de minuit.

Calendrier

JEUDI 28 MARS

Valence. — Centre d'Etudes Socialistes - 20 h 30.

Manuel Bridier - « L'aide aux pays du tiers monde ; politique actuelle et solutions possibles ».

Courbevoie. — (Salle Esperet - 125, rue Armand-Silvestre) - 21 h.

Sous la présidence de Claude Glayman, Jacques Almaric parlera de « l'évolution des U.S.A. face à la guerre du Vietnam ».

Paris - Sciences-Po Centre d'Etudes Socialistes - 20 h 30 (44, rue de Rennes - Paris-VI^e).

« La lutte des classes est-elle terminée » - Débat entre Pierre Naville et Serge Hurtig.

VENDREDI 29 MARS

Montluçon - Forum - (Salle du Vieux Château) - 21 h.

« La décolonisation de la province ». - Débat animé par Michel Rocard.

L'Aigle (Orne) - Salle de la mairie - 20 h 30 - Première réunion du P.S.U.

Mantes (Yvelines) - Bourse du Travail - Place Henri-Dunant - à l'invitation des sections du P.S.U. de la région mantaise et de « Tribune du Val de Seine » - débat sur « la régulation des naissances et le planning familial ».

SAMEDI 30 MARS

Clichy - (Salle des Fêtes - 115, rue Henri-Barbusse) de 14 h à 20 h - Colloque sur les problèmes actuels de l'enseignement organisé par les associations des Parents d'Elèves de Clichy, réunies au sein du comité local d'Action laïque.

MARDI 2 AVRIL

Lille (salle du cinéma Le Capri - place Louise de Bettignies) à l'initiative de la section de Lille du P.S.U., des E.S.U. et du C.V.N. de Lille, soirée pour la victoire du Vietnam avec la participation de Jean-Marie Vincent.

Meetings

MICHEL ROCARD DANS LES GRANDES ECOLES

Lundi 1^{er} avril - Hautes Etudes Commerciales (H.E.C.), 1, rue de la Libération - 78-Jouy-en-Josas 20 h 30.

C. Estier (F.G.D.S.) - M. Juquin (P.C.F.) et Michel Rocard dialogueront sur l'unité de la Gauche, face à l'actualité et à la perspective d'un gouvernement de la Gauche.

Mardi 2 avril - Ecole des Mines, 270, rue Saint-Jacques - Paris-5^e - 20 h 30.

Michel Rocard parlera de l'Europe et du socialisme.

Nouvelles sections

ORNE. — Constitution d'une nouvelle section à Flers dont le secrétaire est Michel Lévêque - « La Langerie » - La Selle-la-Forge - 61-Flers.

ARDECHE. — Une nouvelle section vient de se constituer à Lamastre. S'adresser à François Dominique - 07-Le Crestet.

GIRONDE. — Une section E.S.U. est reconstituée à Bordeaux et elle a pris un bon départ. S'adresser à Michèle Texier - 15, rue de la Paix - 33-Pessac.

Rouen : élections

Les élections partielles (1 conseiller) au conseil municipal de Rouen, revêtaient une certaine importance du fait du soutien en commun par la F.G.D.S. et le Centre Démocrate, d'un candidat de la municipalité.

Notre camarade Robert Dubreuil, avec 10,10 % des voix, marque un progrès net du P.S.U. Par ailleurs si l'on additionne les voix de gauche à Rouen on constate des progrès très importants.

RESULTATS DU SCRUTIN

Inscrits : 69.534 - Votants : 26.013 (35 %) - Exprimés : 25.484.

Lagarde (U.N.R.)	5.035	(19,7 %)
Dubreuil (P.S.U.)	2.586	(10,1 %)
Blot (P.C.)	9.380	(36,7 %)
Vallé (Cons. municipal)	7.231	(28,2 %)
Martin (corpo Droit extr. dr.)	1.352	(5,2 %)

Précédentes élections municipales : la liste P.C.-P.S.U. faisait 32,7 % ; celle de l'U.N.R. 27,43 % et la liste municipale 39,8 %.

Réédition

La section de Gentilly a réédité le *Contre-Plan du Parti*. Les commandes pourront être prises lors du Conseil National où des camarades de la section se tiendront à la disposition des militants. Expédiez les commandes à :

M. Jacques ROSIN, 18, rue Saint-Eloi, 94-GENTILLY. C.C.P. 22993 88 Paris

Les prix sont les suivants :

de 1 à 10 exemplaires	: 2 francs
de 11 à 50 exemplaires	: 1,85 franc
de 51 à 100 exemplaires	: 1,70 franc
de 101 et plus	: 1,50 franc

Création d'un GREP

Sur le thème « Pour un socialisme dialectique », un groupe de travail de la Fédération de Paris, animé par nos camarades Christian Descamps, Pierre Garrigues et Alain Guillermin, entreprend l'élaboration d'une théorie de la construction dialectique d'une société humaine à forme socialiste, fondée sur une philosophie dialectique qui prétend avoir le cœur net du structuralisme à la mode et fournir une arme intellectuelle au combat révolutionnaire.

Pour collaborer au Groupe de Recherche Philosophique (GREP) s'adresser à la secrétaire : Geneviève Auzoux, 6, rue Léon-Bonnet, Paris-16^e.

Conseil national

Le Conseil national se tiendra samedi 30 et dimanche 31 mars, au Palais des Congrès, à Versailles.

Moyens d'accès : trains au départ des gares de Paris : Montparnasse, Paris-Invalides et Paris-St-Lazare, puis autobus jusqu'au château — ou autobus du Pont de Sèvres au château de Versailles.

La première séance commencera samedi à 11 heures.

Les adhérents du P.S.U. sont cordialement invités à assister aux débats (entrée sur présentation de la carte du Parti).

Vietnam

L'échec de Westmoreland

Daniel Trégnier

A lors qu'autour de Saigon, l'opération Guyêt-Thang enlève une cinquantaine de bataillons américains et gouvernementaux dans les rizières du delta, et qu'à Khé-Sanh, les assaillants vietnamiens progressent chaque jour un peu plus, le président Johnson a annoncé vendredi soir, au cours d'une conférence de presse improvisée, le départ du général Westmoreland du commandement en chef des troupes américaines au Vietnam, et sa nomination à la tête de l'état-major de l'armée de terre.

Simple changement d'homme, changement de tactique ou de politique, telles sont les questions que chacun se pose au lendemain de cette promotion. Et, bien qu'aucune information ne filtre de la Maison Blanche, l'importance des décisions que prendra dans les semaines à venir le président des Etats-Unis n'échappe à personne.

Temporiser momentanément sur le terrain, tout en laissant miroiter l'espoir d'une prochaine solution du conflit : telle semble être pour le moment son attitude. Toute son habileté repose en tout cas, sur le maintien d'un équilibre temporaire entre les chances de la paix, et celles d'une nouvelle escalade ; et cela dans la perspective de l'élection présidentielle du 5 novembre prochain.

Pour calmer les « faucons » du Pentagone et de la bourgeoisie conservatrice, il réclame un « effort national total » ; il envoie de nouveaux renforts — modestes il est vrai — et, tout en ordonnant une intensification des bombardements sur le Nord, il dote son aviation de nouveaux appareils à géométrie variable, plus rapides et plus meurtriers que les B-52 classiques.

Pour apaiser les « colombes », mais aussi pour éviter de se laisser déborder au sein même de son parti par MM. McCarthy et Kennedy, qui lui reprochent sa politique — mais n'ont d'autres solutions à proposer à leurs électeurs que des formules de circonstance — il confirme M. Sargent Shriver au poste d'ambassadeur des Etats-Unis à Paris.

Cette décision, quoique quelque peu éclipsée par les événements de Saigon laisserait entendre que l'adminis-

tration Johnson s'appête à lancer de prochaines initiatives diplomatiques en direction des Vietnamiens. Le choix de Paris, la présence dans la capitale d'une délégation nord-vietnamienne fort active, semblent aller dans le sens d'une prise de contacts directs entre Américains et Nord-Vietnamiens.

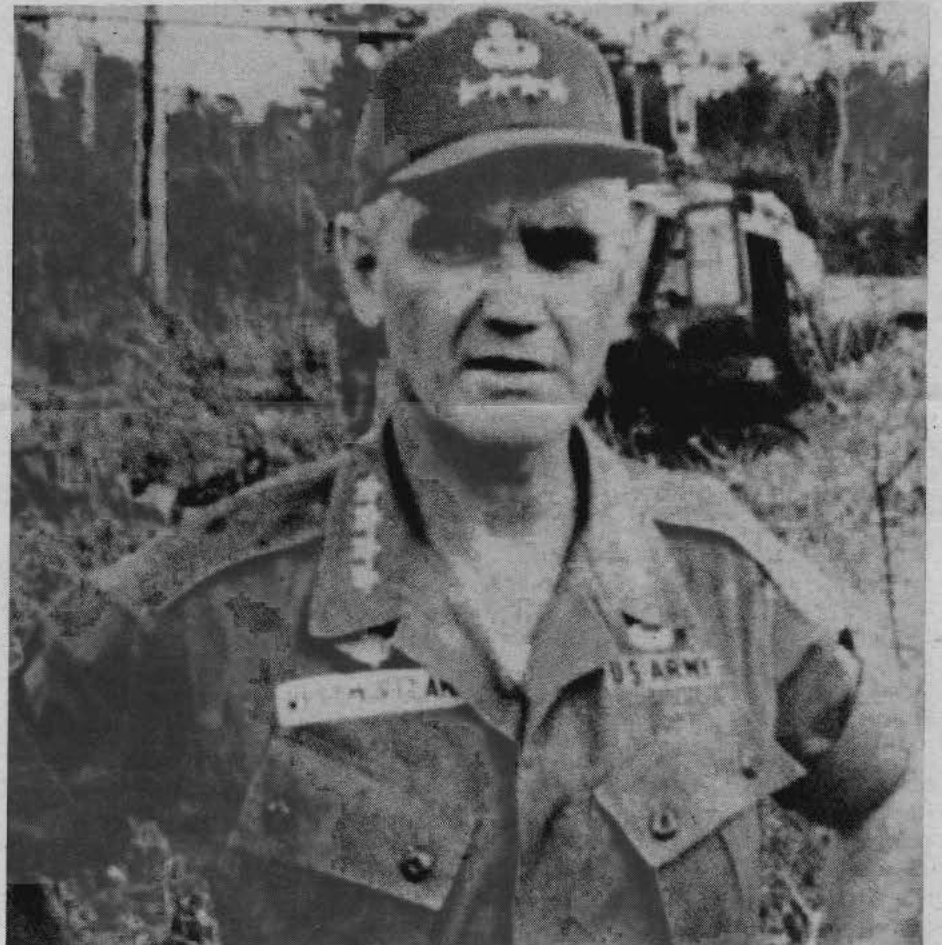
Il faut toutefois être prudent...

La croisade anticommuniste

Depuis Pearl Harbor, les Américains estiment que la sécurité de leur pays doit être assurée à l'ouest, par une ceinture avancée atteignant le continent chinois. Aussi, après Genève, le gouvernement américain décida-t-il d'assurer lui-même la protection de cette région par un système d'alliances militaires, qui donna naissance trois mois plus tard, en septembre 1954, à l'O.T.A.S.E.

Pour des raisons de prestige et de sécurité, les Américains veulent endiguer à tout prix la poussée communiste en Asie. Pour eux, comme d'ailleurs pour leurs alliés — dont on oublie trop souvent qu'ils sont directement engagés dans le conflit actuel (48.000 Sud-Coréens, 10.000 Thaïlandais, 2.000 Philippins, 2.000 Néo-Zélandais et 8.000 Australiens se battent aux côtés des 470.000 Américains et des 650.000 gouvernementaux) — la guerre du Vietnam c'est la croisade anticommuniste. C'est d'ailleurs au nom de ce principe, et en se fondant sur le point 2 de leur déclaration séparée de Genève en 1954, que les Américains pouvaient prétendre en 1962, que leur engagement militaire en faveur de Saigon, était la conséquence « du retour à l'agression, commise en violation des accords ».

Refuser de reconnaître le F.N.L. comme préalable à l'arrêt de l'aide apportée par le Nord au F.N.L., c'est faire fi des réalités politiques et militaires. C'est oublier, qu'à la place d'un régime autocratique confié à une classe politique urbaine, peu nombreuse, composée essentiellement de grands propriétaires et d'anciens mandarins de l'époque coloniale, et soutenue artificiellement par les dollars et le corps expéditionnaire américain, le Front propose —



Coupable de crimes de guerre.

Agip

depuis 1960 — aux paysans, outre la réforme agraire dans le cadre d'une économie indépendante et souveraine, mais encore un régime progressiste de large démocratie, protégeant le peuple, instaurant l'égalité des nationalités, et dirigé par un gouvernement de coalition nationale et démocratique. On semble ignorer à Washington, que parmi les dirigeants du Front, figurent aux côtés des communistes, des modérés, un prêtre catholique et un dignitaire bouddhiste.

Le 8 avril 1965, deux mois après le début des bombardements sur la R.D.V.N., les dirigeants d'Hanoï faisaient connaître officiellement leur position en 4 points, quelques semaines seulement après la publication des 5 points du F.N.L.

Toutefois, à la suite de la visite de conciliation à New-Delhi et à Moscou, qu'effectua en février dernier M. Thant, Secrétaire général des Nations Unies, il semble que les Nord-Vietnamiens, d'accord avec les représentants du Front aient quelque peu nuancé leur position. Les « 9 points d'Hanoï » publiés dernièrement par le *Nouvel Observateur* n'ont pas été officiellement démentis. S'ils reprennent pour une large part des positions connues et sur lesquelles il est peu probable que les Vietnamiens acceptent de transiger : évacuation des troupes américaines, cessation des bombardements sur le Nord et distinction fondamentale entre le F.N.L. et la R.D.V.N., ils manifestent à deux reprises la volonté de dialogue d'Hanoï.

L'évacuation des troupes américaines reste le problème fondamental, mais dirait Hanoï « à partir du moment où le principe en serait acquis, nous déroulerions le tapis rouge pour les Américains ».

Les Vietnamiens accepteraient en outre, un Vietnam du Sud, distinct du Nord, neutre sous contrôle international et dirigé par un gouvernement issu d'élections sous contrôle international. Ce dernier point semblait indiquer que les dirigeants nord-vietnamiens s'orienteraient vers la reconnaissance d'un Etat du Sud-Vietnam, qui ne serait pas réuni au Nord avant longtemps.

Négociateur tant qu'il est encore temps

Il appartient désormais aux Américains et d'abord au président Johnson de répondre, et de faire un choix qui pèsera sans doute très lourd, tant pour l'avenir de son pays que pour celui du maintien de la paix dans le monde.

Mais il faut agir vite. La proximité des élections présidentielles, les conséquences sur les conflits raciaux du retour des soldats noirs, les répercussions qu'entraînerait sur l'économie américaine l'extension du conflit, enfin l'hostilité de plus en plus croissante qui se développe au sein de l'opinion internationale seront-ils des arguments suffisants ? On peut en douter. □

☐ Livres

Le poids du tiers monde

Manuel Bridier

Au moment où la conférence de New Delhi s'achève dans l'aigreur et les compromis inutiles, où tant de littérature lénifiante sur l'aide et la coopération n'a pas d'autre but que de faciliter la digestion des européens trop sensibles, en mal de conscience et de charité, il est bon d'en revenir aux faits, à la dure évidence des réalités économiques et des mécanismes mondiaux de l'exploitation capitaliste.

Ce travail salubre de mise au point, Pierre Jalée l'avait entrepris voici quelques années avec son ouvrage désormais classique sur « Le pillage du tiers monde ». Il y revient aujourd'hui avec une étude plus actuelle et plus étendue qui paraît, comme la précédente, aux éditions Maspéro.

Un constat impitoyable

« Le tiers monde dans l'économie mondiale » (1) : le titre même du livre, sous son apparente neutralité, indique bien l'approche de l'auteur. Il ne s'agit pas ici d'une diatribe contre l'impérialisme mais d'un constat d'autant plus impitoyable qu'il repose sur un examen objectif des chiffres eux-mêmes, tels qu'ils sont fournis par les gouvernements occidentaux et par les agences financières internationales.

La première partie de l'ouvrage constitue à cet égard une synthèse très claire des données de base, où l'on retrouvera des notions familières mais qu'il est toujours bon de préciser et de chiffrer. C'est d'abord l'inégalité fondamentale de la répartition des richesses : la moitié de la population du monde produisant 11,50 % seulement du produit brut mondial tandis qu'un cinquième se répartit 60 % de ce même produit brut. C'est l'insuffisance de la productivité du tiers monde, à la fois source et conséquence du sous-développement, productivité particulièrement faible dans l'agriculture où le coût des engrais nécessaires (cinq fois plus que la consommation actuelle) représenterait 60 % du volume de l'« aide » accordée aujourd'hui par les grandes puissances. C'est enfin la dépendance des pays du tiers monde envers les marchés extérieurs, malgré leur part prépondérante dans la production des matières premières.

Ce sont là, pour l'essentiel, des analyses déjà connues. Pierre Jalée

reprend ici certains développements du « Pillage » et s'inspire des travaux de l'économiste belge Paul Bairoch, dont il cite à plusieurs reprises l'excellent « Diagnostic de l'évolution économique du tiers monde ». Le nouvel ouvrage n'en apporte pas moins une contribution importante à la discussion, à la fois par ses développements politiques et par l'ampleur de sa documentation.

Un outil de documentation

A ce dernier titre, le lecteur appréciera la présentation, qui facilite la lecture et permet d'utiliser le livre comme un véritable répertoire d'information. Les nombreux tableaux statistiques ont été reportés à la fin de chaque chapitre. Ils n'alourdissent pas le texte et peuvent être consultés plus facilement. De même, une seconde partie est entièrement consacrée à des « fiches signalétiques » sur 61 pays : 6 pays socialistes, 5 pays capitalistes avancés, 22 pays africains, 13 pays d'Amérique latine et 15 pays d'Asie. Les renseignements qu'on y trouvera sur la population, le produit intérieur brut, le commerce extérieur et les principales productions permettront de se rappeler rapidement des ordres de grandeur indispensables à toute comparaison et à tout raisonnement économique.

Une objection pertinente

Ce regroupement et cette présentation des données suffiraient à faire du livre de Pierre Jalée un instrument indispensable de travail, mais son mérite ne s'arrête pas là. Les sources statistiques sont minutieusement analysées et critiquées.

Jalée s'en prend à cette occasion à la thèse du rôle décroissant du tiers monde dans l'économie mondiale que nous avons nous-mêmes soutenue à plusieurs reprises (1). La diminution de la part du tiers monde dans les fournitures de produits primaires ne proviendrait que de la classification regrettable adoptée par les Nations Unies pour la définition des produits primaires. En effet, observe Jalée, cette rubrique ne fait aucune distinction entre les produits bruts et les produits semi-transformés (pétrole et essence, minerai et métal, bauxite et alumine par exemple) ce qui augmente la part des



A.F.P.

La clé du développement.

pays industriels, alors qu'il s'agit d'une simple transformation d'un produit brut déjà fourni par le tiers monde.

Cette objection nous a paru pertinente et nous admettons volontiers que nos propres analyses contenaient là une part de simplification et d'erreur qu'il nous faudra corriger.

Si nous avons donc sous-estimé la dépendance des pays industriels envers les sources de matière première (encore que Jalée sous-estime peut-être à son tour l'effet des transformations technologiques dans l'évolution des consommations intermédiaires de l'industrie) nous ne pensons pas cependant que cette erreur doive remettre fondamentalement en cause l'idée que le capitalisme moderne cherche de plus en plus son équilibre dans les pays industriellement avancés, où le volume des investissements nouveaux est incomparablement plus élevé que dans les pays du tiers monde.

Une conclusion contestable

Nous ne pouvons surtout pas suivre Jalée dans les conséquences qu'il veut tirer de cette mise au point sur le plan de la stratégie politique.

Nous partageons, certes, le plus grand nombre de ses conclusions. Nous constatons avec lui que les indépendances politiques acquises dans le cadre du néo-colonialisme n'ont servi en rien le développement économique du tiers monde. Nous pensons comme lui qu'« on ne saurait s'en remettre à l'impérialisme de renverser une situation qu'il a créée et entretient et qui sert ses intérêts. » Nous en concluons aussi que

la soi-disant coopération et le réformisme international sont des moyens illusoire et que la lutte contre l'impérialisme est la clé d'un véritable développement.

C'est sur la stratégie même de cette lutte que nous ne sommes plus d'accord. Jalée situe résolument sa conclusion dans la ligne du parti communiste chinois, dont il cite longuement une résolution. Pour lui, c'est le tiers monde seul qui constitue le centre principal des luttes révolutionnaires actuelles. Tout au plus admet-il que cette action du tiers monde puisse réveiller les potentialités révolutionnaires des prolétariats occidentaux par les perturbations qu'elle apportera au développement des économies industrielles. Cette conclusion n'est nullement la conséquence inéluctable des analyses qui précèdent, car il ne suffit pas de prendre en considération le rôle du tiers monde dans l'économie mondiale mais encore l'état des forces subjectives et des possibilités réelles dans l'action.

Nous pensons quant à nous, comme nos camarades cubains et vietnamiens, que la victoire contre l'impérialisme résultera de l'action conjuguée des masses populaires du tiers monde et de la classe ouvrière des pays industriels.

Nous reviendrons sur ce débat capital. C'est une raison de plus pour conseiller à tous de lire le livre de Pierre Jalée. □

(1) Notamment dans le numéro 3 du Bulletin du CEDETIM et dans une étude sur le commerce international publiée sous le pseudonyme d'E.R. Braundi dans la « Revue Internationale du Socialisme ».

● Le tiers monde dans l'économie mondiale. Editions Maspéro. 21,60 F.



Helly Touzoul et Jean-Pierre Vincent

Pic

Théâtre

Un cauchemar réaliste

P ièce tumultueuse et touffue d'un auteur égaré et pourtant lucide. Lenz (1751-1792) y mélange ses phantasmes, ses haines, ses rancœurs à la vision la plus aiguë de la société. Si le morceau d'humour noir qui termine « Les Soldats » fait penser à Swift et à Jarry, la structure et le climat du drame annoncent le Wozzeck de Büchner.

Dans une ville de garnison, d'élégants officiers voués au célibat font tourner la tête des petites bourgeoises et parfois de leurs parents.

Immaculés, bondissants, ils se prennent parfois au jeu, mais retrouvent vite la raison tandis que les jeunes filles en meurent.

Cette anecdote banale cache une analyse serrée de la vanité bourgeoise et de la malfaisance d'une caste d'irresponsables aussi cruels qu'inutiles.

Patrice Chéreau a tenté de nous en restituer les principales lignes de force dans un décor baroque symbo-

lisant un monde décadent, antichambre de la mort avec son ouverture béante et ses deux yeux vides. Les officiers, d'une lividité éclatante, tels des anges exterminateurs, y dessinent un ballet meurtrier devant les bourgeois fascinés. Mais cette beauté pue horriblement et la pourriture perce sous la parade. Dans les meilleurs moments, Chéreau a parfaitement concilié les exigences contradictoires de l'expressionnisme et du réalisme critique.

Emporté par sa fougue, il n'a pas toujours pris le temps de fouiller et de caractériser les officiers qui forment un groupe trop homogène. Que ces amicales réserves ne vous empêchent pas de découvrir une pièce corrosive et d'applaudir le talent d'un jeune metteur en scène qui possède le sens du décor, de l'espace et du rythme. □

● T.N.P. « Les Soldats ». Salle Firmin-Gémier jusqu'au 7 avril.

enfermer et à multiplier les coups de main à l'extérieur.

Sartrouville, 16 km de Paris, 35.000 habitants, cité dortoir, mi-pavillon, mi-grand ensemble. Ce n'est rentable pour personne. On le leur dit. Ils s'entêtent. Ils sont jeunes, ils ont du talent et de l'enthousiasme, pourquoi se gaspiller ainsi alors qu'une toute prochaine Maison de la Culture les accueillerait peut-être ?

Comment tout cela a-t-il commencé ? C'était le vide, le fameux désert culturel, trop loin de Paris pour bénéficier de son rayonnement, trop proche pour profiter de la décentralisation. Le no man's land ! Il y a deux ans un groupe d'amateurs et de jeunes comédiens tente une première expérience. « Beaucoup de bruit pour rien » présenté devant une salle comble persuade la municipalité de la possibilité d'implanter un théâtre permanent. Une première subvention est votée, et contact est pris avec Patrice Chéreau dont la compagnie vient de monter son premier spectacle professionnel. Chéreau a alors 22 ans, le noyau de sa compagnie est issu du lycée Louis-le-Grand et vient de s'illustrer au Festival du Théâtre Universitaire de Nancy. Il accepte l'aventure et le pari que beaucoup disent perdu d'avance.

Très vite Chéreau et son équipe débordent les limites de l'agglomération sartrouillaise pour esquisser avec les villes limitrophes (Saint-Germain, Maisons-Laffitte, Argenteuil, Bezons, etc.) une expérience régionale : ce n'est plus à 35.000 mais à 350.000 personnes qu'ils s'adressent.

Entre l'école et l'hôpital

Audacieuse, mais réaliste, la compagnie a vite compris que pour réussir elle devait se donner d'abord les moyens d'un contact ininterrompu avec le public. Le théâtre s'est donc défini comme une entreprise d'animation culturelle permanente au service des collectivités locales. « Vous trouvez aujourd'hui, dit Chéreau, un théâtre à côté de l'école, de l'hôpital et des autres services publics de votre banlieue. » De cette conception découle un choix fondamental : développer prioritairement le secteur d'animation culturelle avant la mise en place d'indispensables structures administratives. Plus de la moitié du personnel administratif se consacre exclusivement à l'animation en direction des comités d'entreprise, de l'école et des mouvements de jeunesse. Ceci n'est pas seulement considéré comme un moyen de placer des billets ou de populariser des spectacles, mais comme une manière de répondre et de participer aux préoccupations culturelles de la collectivité.

Prenons deux exemples, les comités d'entreprise (CE) et l'école. Des contacts réguliers sont entretenus avec 40 CE dont les représentants ont souligné « la nécessité d'une coordination suivie entre le théâtre, la culture, les CE et les syndicats. » Sans négliger le travail de diffusion

et d'explication des spectacles, les animateurs apportent un véritable appui à l'organisation des activités culturelles au sein des entreprises. En établissant des dossiers et des fiches sur les activités des CE, le théâtre joue un rôle coordonnateur et centralisateur. Il apporte enfin une aide pratique et théorique en participant à la formation culturelle des responsables syndicaux dans le cadre des écoles syndicales.

Dans le domaine scolaire la préoccupation des animateurs a été essentiellement d'introduire la réalité théâtrale dans la classe, à côté de l'étude littéraire des textes. A la demande du professeur de français, l'animateur vient dans la classe et s'efforce à partir de l'œuvre au programme, de faire saisir aux élèves tout ce qui est nécessaire à la compréhension de la pièce pour son élaboration scénique. Les problèmes du décor, du costume et de la mise en scène sont abordés. Quand des comédiens accompagnent l'animateur, les élèves devenant metteurs en scène découvrent les richesses parfois contradictoires d'un texte. Ce mode d'animation a recueilli l'adhésion de la quasi-totalité des enseignants de 27 établissements. Les parents d'élèves sartrouillais demandent son extension à l'enseignement primaire. Ce qui sera fait à la rentrée de 1968. Une commission théâtre-enseignement se réunit périodiquement et s'applique à approfondir cette expérience originale.

Les guérilleros culturels

Hélas tout cela qui constitue une lourde charge pour l'équipe de Sartrouville se fait en marge des services officiels de l'Education nationale. C'est presque clandestinement qu'animateurs et comédiens pénètrent dans les collèges.

Malgré les efforts d'une municipalité d'union de la gauche qui consacre au théâtre une part de son budget six fois plus importante que l'Etat, le manque d'argent se fait cruellement sentir. On le dit clairement en haut lieu, Sartrouville reste une entreprise marginale, à laquelle Malraux n'accorde les crédits qu'au compte-gouttes et que l'Education nationale ignore encore.

Alors il faut s'organiser. Augmenter et diversifier les activités théâtrales. Constituer un groupement intercommunal qui exigera des subventions. Lier l'action des enseignants à celle des parents d'élèves pour forcer les portes de M. Peyrefitte. Tout cela sera fait, car après 2 ans d'existence, le théâtre de Sartrouville semble sûr de lui. Il a su inspirer confiance à la population, s'ouvrant sur la cité, vivant sur le terrain. Cette guérilla culturelle lui vaut le soutien actif de la population (il y a 10 % d'OS et d'OP parmi les abonnés, ce qui dépasse la proportion de toutes les entreprises similaires). En préparant à l'école et à l'usine le public de demain, c'est une politique culturelle à long terme que les jeunes coéquipiers de Chéreau entreprennent. □

Sartrouville

Un théâtre dans la cité

Bernard Sizaïre

A Sartrouville on n'entreprend pas la conquête culturelle à partir d'une forteresse moderne pourvue des derniers gadgets. Cer-

tes l'infrastructure existe : une ancienne salle des fêtes mal adaptée aux exigences du théâtre, mais l'originalité consiste à ne pas s'y laisser



Les pères du désordre.

Cinéma

Trois films grecs

Jean-Luc Pouillaude

Jusqu'à présent, sous la houlette de Cacoyannis, le cinéma grec ne nous avait fourni qu'une suite complaisante de cartes postales pour touristes en mal de « grécité » : Atrides et tragédie, Zorba et sirtaki, enfants du Pirée et bouzouki... Et puis, coup sur coup, sont sortis à Paris trois films grecs (quatre si l'on compte Bloko d'Ado Kyrou qui ne fut présenté que peu de temps à la semaine de « Positif ») qui bouleversent l'imagerie traditionnelle.

Si *Face à Face* de Robert Manthoulis déçoit par son confusionnisme, mêlant la parodie et le rêve en un désordre sympathique mais inefficace, amoindrissant ainsi la vigueur de la satire d'une grande bourgeoisie réactionnaire ancrée dans ses préjugés socio-culturels, il n'en est pas de même de *Jusqu'au bateau* d'Alexis Damianos, qui est un modèle exemplaire de dénonciation politique. Un paysan descend de sa montagne vers la mer, jusqu'au bateau, pour fuir

une terre de plus en plus hostile, abrupte et caillouteuse. Il traverse trois types de paysages : la montagne, la plaine, la ville, point errant et désolé, autour duquel éphémèrement vont se cristalliser trois destins de femmes, pour aboutir à ce bateau nommé « Patrie » qui l'emportera en Australie, déchirement d'une mort lente.

Il serait faux de voir dans *Les pères du désordre* un traitement de la situation politique actuelle. La contestation s'opère à un niveau plus profond, moins événementiel, dégageant les caractères spécifiques d'une société pastorale à structures archaïques. Mais, dans l'analyse même, ces événements sont en germe, et ce n'est pas pour rien que, vers la fin du film, un transistor annonce la prise du pouvoir par les militaires. Nico Papatakis dénonce ces structures closes que sont la famille et le patriarcat, régissant les rapports de propriétaires à bergers, c'est-à-dire de maîtres à esclaves.

A un premier niveau que nous dirons réaliste, voire même naturaliste, le film analyse minutieusement une situation sociale, décrivant mœurs et coutumes d'une façon quasi ethnologique : rituel des fiançailles, messe de Pâques, scène de sorcellerie. Puis, à travers l'histoire de l'amour du berger Thanos pour la fille d'un grand

propriétaire, le ton monte et s'exaspère en une *dramaturgie de la transgression*, animée par un véritable lyrisme irrationnel. Le désordre individuel est acte de rupture ; il annonce les prémices d'un autre type de révolte (collective cette fois ?) : le père fuit avec la fille, gravissant la montagne caillouteuse au sommet de laquelle s'accomplira leur suicide mutuel, crachant son défi sur une société qui l'a frustré intellectuellement (il ne sait pas lire) et sexuellement (la fille du maître est « l'interdit » par excellence). Le surréalisme

de ces dernières scènes (souvenons-nous des *Abysses* du même Papatakis), accentué encore par le travestissement des personnages, fait de *Pères du désordre* une sorte d'opéra de la gesticulation et du verbe, une suite de fulgurations aveuglantes et brûlantes, telle la vision de ce soleil sur lequel s'ouvre et se ferme le film. Au mouvement descendant de *Jusqu'au bateau* correspond le mouvement ascendant des *Pères du désordre*, tous deux sont d'ailleurs *irréversibles* puisqu'ils mènent à la mort. □

Je suis curieuse

Sjoman nous présente les débats épidermiques d'une grosse fille et d'un vendeur de voitures, fat et benêt. Le tout est pimenté de yoga, d'engagement, de naturisme, de non-violence. Et c'est une imposture caractérisée qui relève du charlatanisme, du voyeurisme et de l'infantilisme politique.

Mais, finalement, il est inutile

d'entrer dans des fureurs noires car le film sombre dans un ridicule total. On rit beaucoup, bien que ce ne soit certainement pas l'effet escompté.

A la décharge de Sjoman, disons que la bienveillante censure française soucieuse de la clarté limpide de nos âmes a tailladé dans la pellicule à grands coups de ciseaux. Alors, ce qu'il en reste...

A écouter

● **BRAHMS - SYMPHONIE N° 1.** Délaissant Berlioz où Münch fait merveille, l'Orchestre de Paris a consacré son second disque à Brahms. Cette première symphonie, écrite à 44 ans, est une œuvre de maturité qui se situe dans la continuité beethovenienne, bien que le génie de Brahms s'y manifeste avec éclat dans un climat tour à tour tragique, tendre et violent.

Comme à son habitude, Charles Münch, communique à cette partition un robuste dynamisme en valorisant la belle musculature des cordes graves de l'orchestre. Si l'on frôle parfois la brutalité et si l'on regrette un éclairage uniformément sombre on ne peut qu'admirer la ténébreuse beauté de l'andante où se concentrent d'étranges rêveries romantiques (*Voix de son Maître* - 1x30 cm).

● **DEBUSSY - POULENC : ŒUVRES POUR 2 PIANOS.** Les plus subtils artistes eux-mêmes ne sont pas à l'abri de la bêtise chauvine : Dans la seconde partie de « En noir et blanc » (1915) Debussy oppose la vivacité d'un thème bien français à la lourdeur d'un choral luthérien qu'il ridiculise à plaisir. Heureusement le musicien dépasse cette idée, tout juste digne de figurer dans le sottisier français de la 1^{re}

guerre mondiale. Oublions cela pour n'écouter que la musique. C'est le Debussy clair, chantant et mystérieux des dernières années !

Après de lui, Francis Poulenc fait bonne figure. La sonate pour deux pianos franchement construite coule de source. Si le cours en est parfois tenu il est constamment limpide. (*Philips* - 1x30 cm)

● **BACH - SONATES EN TRIO ET ŒUVRES DIVERSES.** Chaque disque le confirme, Michel Chapuis est bien l'un des tous premiers organistes français. Avec lui les œuvres vivent en pleine lumière et son dynamisme n'est jamais pris en défaut. Son sens exceptionnel de l'équilibre lui permet d'offrir dans une parfaite lisibilité les œuvres polyphoniques les plus complexes. On est frappé dans l'interprétation des six sonates en trio par la cohérence d'un discours qui s'interdit la facilité des timbres trop contrastés et l'abus des changements d'intensité. Chapuis bénéficie en outre d'une enregistrement exceptionnel qui sait capter les respirations les plus discrètes de l'orgue et en restituer fidèlement les timbres les plus rares. Décidément la grande version de Bach (*Valois* - 2x30 cm - vendus séparément).

Semaine T.V.

● **THE MISFITS.** Sur un scénario d'Arthur Miller, John Huston, réalisateur de « African Queen » a signé là un nouveau chef-d'œuvre. Distribution éblouissante avec Clark Gable, Marilyn Monroe dont ce fut le dernier film, et Montgomery Clift. (*Dimanche 31 mars, 1^{er} ch., 20 h 45.*)

● **LA SOUPE AUX CANARDS.** L'humour particulièrement corrosif des Marx Brothers s'attaque ici au fascisme et à la guerre, prouvant que dans certains cas le ridicule tue encore. Peut-être leur meilleur film, de toute façon, à voir et à revoir. (*Lundi 1^{er} avril, 2^e ch., 20 h 40.*)

● **CHOSES VUES.** Cette émission de Roger Stéphane, qui remplace « Pour le Plaisir » regrettablement supprimée, a pour thème la « vie comparée de Robert Cal-

leyt et de la Comtesse de Pange ». L'une a vécu le début du siècle, l'époque de Barrès et de Proust, l'autre a été officier dans la Division Leclerc puis plus tard responsable de l'usine de séparation isotopique de Pierrelatte. A travers ces deux témoignages, c'est véritablement deux époques qui s'affrontent. (*Jeudi 4 avril, 1^{er} ch., 21 h 45.*)

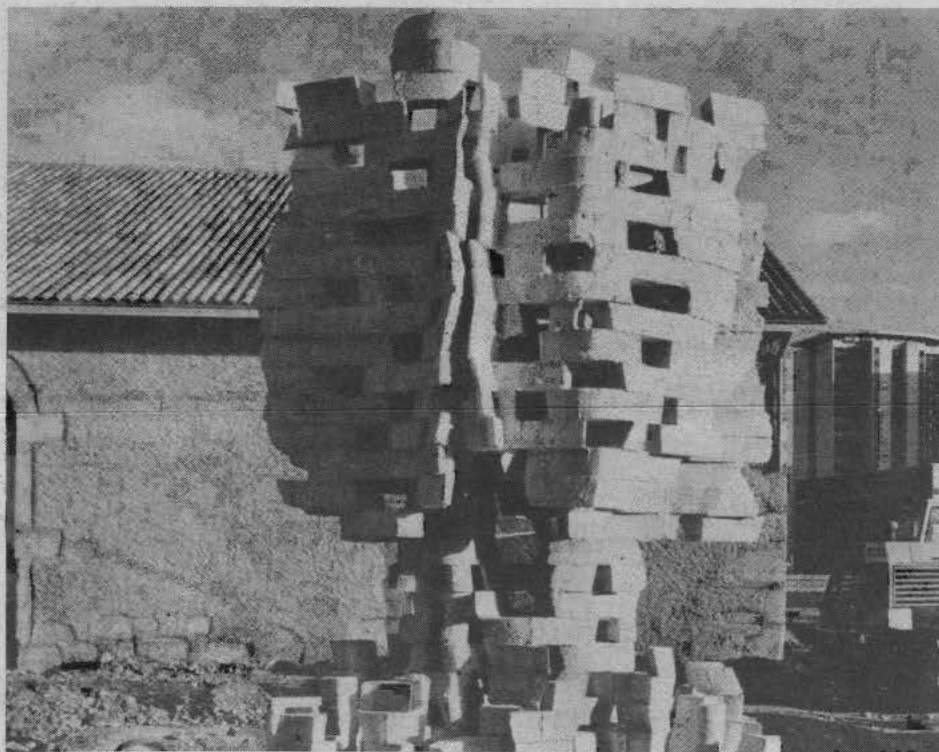
● **DROLE DE JEU.** Prix interallié en 1945, « Drôle de jeu » annonça avec éclat l'entrée en littérature de Roger Vailland qui devait se révéler l'un des plus grands romanciers français de l'après-guerre. Pierre Kast a adapté, dans un esprit de fidélité à l'œuvre mais surtout à l'ami, ce roman dont l'action se situe pendant la résistance. (*Vendredi 5 avril, 2^e ch., 20 h 10.*)

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Prima della rivoluzione

V.O.



Un art anticonformiste.

Caen

D'une crise à l'autre

M. Durajour et la Comédie St-Etienne, la cabale des sculptures à Grenoble, l'affaire Langlois, la Maison de la Culture et le maire de Caen, etc. On aura reconnu quelques-uns des scandales les plus percutants de la récente chronique culturelle. Attention aux mainmises de l'Etat mais attention également aux comportements poujadistes et conservateurs qui se dissimulent derrière de pseudo réflexes démocratiques. Ce dossier nous l'avons ouvert et nous ne cessons de le nourrir, d'où cette semaine la présentation de trois documents : signés du club « Caen-Demain » (nous publierons prochainement sur le conflit de Caen une enquête de notre collaborateur Bernard Sizaire), du G.A.M. de Grenoble et de P. Mendès France (p. 16).

Un mois à peine après un conflit social qui révéla brutalement l'inadaptation de notre société aux aspirations de la génération qui monte, la ville la plus jeune de France est à nouveau le cadre d'un conflit significatif.

Reniant ses engagements, la majorité du conseil municipal, pour satisfaire une partie de sa clientèle conservatrice, a dénoncé la convention qui liait la ville de Caen à sa Maison de la Culture, désormais condamnée à la stagnation dans l'incertitude du lendemain (1).

Ainsi, par la volonté des 2/3 d'une assemblée qui ne représente que 1/3 des citoyens (2), un coup très dur est porté à une institution pourtant plébiscitée par un vaste public, et dont la jeune renommée constitue pour le rayonnement culturel et le développement économique de notre ville un atout très important.

Tout a été dit sur le procès injuste fait aux animateurs de la Maison de la Culture la plus fréquentée de France (3). Que l'on soit ou non satisfait de sa programmation, que l'on accepte ou non l'effort financier important que représenterait l'organisation d'une maison supplémentaire de qualité, l'essentiel du conflit n'est pas là.

Ce qui est en cause, c'est la volonté profonde de liquider un foyer de

rencontre, de recherche et de création qui pourrait conduire nos concitoyens — et les jeunes en particulier — à s'enrichir intellectuellement, à se libérer de préjugés, et, par suite, à contester le type de société qu'on leur impose. Car le développement culturel vise à transformer, en fin de compte, des « consommateurs » maniables en artisans conscients de leur propre destin.

Ce réflexe de notables inquiets pour leur hégémonie sociale ne peut être contré que par un vaste mouvement de solidarité des forces nouvelles, sur le plan national comme sur le plan caennais : car la brèche ouverte aujourd'hui pourrait s'étendre dans d'autres domaines et dans d'autres cités.

Mis en échec au Sénat dans sa tentative de réduire les crédits des Maisons de la Culture, le maire de Caen voudrait prendre sa revanche sur son terrain. S'il parvient à ses fins, le précédent sera invoqué demain par Lyon ou par St-Etienne. Que les forces de progrès, dans les villes où la Maison de la Culture est menacée, en prennent conscience avant qu'il ne soit trop tard, et se hâtent de manifester leur solidarité !

Que les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, les clubs sportifs et les associations de quartiers

sachent que l'enjeu les concerne également : le refus d'un véritable dialogue, d'une véritable participation des usagers, signifie aujourd'hui aux 20.000 personnes qui adhèrent à la Maison de la Culture ou qui la fréquentent (4), ne l'oppose-t-on pas par ailleurs aux Maisons de Jeunes et aux Centres Sociaux, avec menaces financières à l'appui ?

Le conflit d'aujourd'hui n'est-il pas l'un des aspects les plus sensibles d'une attitude générale ? (...)

Dans l'immédiat, nous en appelons à la minorité « éclairée » du conseil municipal, à toutes les organisations éprises de liberté et soucieuses de promotion culturelle, aux communes de la région, aux conseils généraux de Basse-Normandie — car le rayonnement du T.M.C. dépasse de loin nos étroites limites communales — afin que l'union de tous empêche l'irréparable. □

(1) La stagnation dans l'incertitude du lendemain : L'atmosphère dans laquelle travaillent les animateurs du T.M.C. est éprouvante, et guère propice à l'épanouissement créateur. Le maintien des crédits

au niveau de 1966 pour le T.M.C. et la suppression de la subvention à la compagnie sont un brusque coup de frein à l'expansion, face à l'augmentation des prix.

Un exemple ? La Maison de la Culture d'Amiens avait, en 1967, le même financement que celle de Caen : 600.000 F de l'Etat, 600.000 de la ville, soit 1.200.000 F. Cette année, la ville d'Amiens augmente sa contribution de 100.000 F, l'Etat fait de même ; le conseil général de la Somme donne en plus 100.000 F, l'Etat aussi. Résultat, en 1966, la Maison de la Culture d'Amiens aura 1.600.000 F, soit 400.000 de plus que la nôtre !

(2) 2/3 d'une assemblée, 1/3 des citoyens : Les conditions d'obscurité dans lesquelles a été provoquée la décision conduisent à penser que la majorité ne dépasse pas les 2/3. Or, élu avec 44, puis 48 % des voix, notre conseil municipal, compte tenu de 35 % d'abstentions, ne représente pas, du fait de la loi électorale municipale actuelle, plus du tiers de la population. Comment peut-on prétendre que la vox populi s'est exprimée ?

(3) En proportion de la population de l'agglomération, le T.M.C. était en tête en 1967. En sera-t-il de même cette année ?

(4) 20.000 personnes ? : Cette évaluation est particulièrement modérée, puisque l'on sait qu'il y a 11.000 adhérents, et que les représentations sont le plus souvent fréquentées également par une majorité de non adhérents (3/4 pour « Richard II »). □

Grenoble

L'art, la ville et les finances

La mise en place de deux œuvres d'art au style inhabituel : « le Stable » de Calder, près de la gare, « Germinal » devant le Palais des Expositions a suscité de nombreux commentaires. Certains ont saisi cette occasion pour englober dans leurs critiques la réalisation estivale du symposium de sculpture, dont les œuvres sont maintenant dispersées dans les quartiers, en choisissant comme angle de tir, le gaspillage des finances publiques par les intellectuels désincarnés. Critiques aux multiples échos à l'heure du versement des impôts municipaux et de l'annonce des augmentations futures de ces mêmes contributions...

Ville sans véritable passé monumental — les richesses du Vieux Grenoble sont encore peu accessibles — Grenoble se pare d'un ensemble d'œuvres contestables peut-être, mais résolument marquées du sceau du temps présent. Ces choix relèvent d'une volonté exprimée par la municipalité de lier opérations d'urbanisme et art, comme l'on fait d'autres villes, Rotterdam ou Varsovie par exemple, de mettre à la portée de tous des œuvres qui, en France, sont généralement l'apanage des musées. Pour traduire concrètement ce souci, la municipalité s'est ralliée, après consultations d'experts et examen de maquettes, au choix des artistes proposé par les architectes ou le ministère des Affaires Culturelles. Insérées dans leur temps, traitées dans des matériaux nouveaux, ces œuvres n'ont pas manqué de surprendre. Elles nous révèlent un art anticonformiste, sans signification immédiate. Mais quelle forme nouvelle d'art architecturale, picturale ou cinématographique,

n'a pas surpris les conservateurs en la matière ? Nous manquons cruellement de formation esthétique ; l'enseignement néglige le plus souvent l'éducation artistique, ne donne guère les clés susceptibles de pénétrer dans un univers étranger. Marqués par le cartésianisme jusque dans la sensibilité artistique, nous condamnons les formes qui nous provoquent, nous rejetons toute expression qui ne serait pas la transcription exacte de la réalité matérielle.

Une éducation est nécessaire (...).

Mais dans cette opération, s'agit-il d'argent gaspillé ? Là réside l'argument fondamental qui vise en réalité le style choisi. Que représente le coût de ces œuvres dans l'ensemble du budget ? Sur ce point, la Municipalité a défini son orientation : consacrer, comme la législation le permet, 1 % des investissements à la « décoration ». Et cela, non pas dans un but de prestige à l'occasion des Jeux olympiques, mais dans le souci de donner une « âme » aux équipements réalisés. Ceux-ci représentent 1,12 milliard. Le coût total des œuvres dispersées dans les quartiers et autour des nouveaux équipements atteint 2 millions, dont 1 million de subventions de l'Etat. Un million à la charge de la Municipalité, nous sommes loin du 1 %. Sur ce million 650.000 F sont financés par des emprunts à 25 ans, 350.000 le sont sur les ressources propres de la ville. Si les impôts sont lourds, la charge inhérente à ces œuvres est faible. C'est en fin de compte un effort original mais limité. □

Affaire Langlois

Quels sont les vrais griefs ?

Pierre Mendès France

Il y a six semaines maintenant que la Direction des Arts et Lettres, par l'intermédiaire de ses représentants au Conseil de la Cinémathèque, a soudainement procédé à la révocation d'Henri Langlois, après l'avoir préparée dans le plus grand secret. Avec une célérité rare dans les annales de notre administration, elle imposait la nomination instantanée de son successeur et faisait aussitôt licencier soixante employés de la Cinémathèque.

Pourquoi ces décisions ont-elles soulevé immédiatement une vague — qui dépasse aujourd'hui le monde du cinéma et les frontières de notre pays ?

Pourquoi les grands quotidiens de vingt pays, parmi les plus lointains, en Asie, en Amérique Latine, ont-ils consacré des colonnes entières à l'affaire Langlois ?

Pourquoi les metteurs en scène — qui ne peuvent réaliser un seul film sans l'appui financier du Centre du Cinéma, c'est-à-dire de l'État — et qui le savent bien — sont-ils prêts à sacrifier leur carrière pour défendre Langlois et l'institution qu'il a créée ?

Sans doute, Henri Langlois, que je ne connais pas mais dont j'ai, depuis longtemps, beaucoup entendu parler, est-il un personnage attachant, génial et difficile, évoquant paraît-il, tantôt un prince de la Renaissance et tantôt le hippy le plus moderne, capable dit-on d'apprécier les meubles Louis XIV et la peinture de Chagall avec autant de finesse et de goût que Méliès et Griffith.

Mais, au-delà de l'homme, ou plutôt confondue avec lui dans une symbiose qui durera probablement jusqu'à sa mort, il y a son œuvre : la Cinémathèque, la plus importante collection au monde de films et de tout ce qui touche à l'histoire du cinéma, le centre nerveux le plus intelligent, le plus fécond du cinéma mondial — un musée du Louvre qui aurait enfanté Renoir et Braque, une Bibliothèque nationale qui aurait nourri Proust et Eluard.

Voilà pourquoi les Chabrol et les Godard, les Truffaut et les Rivette se battent aujourd'hui pour sauver la Cinémathèque menacée.

Il est possible que Langlois n'ait pas toutes les qualités que l'on demande traditionnellement à un conservateur de musée ; il est compréhensible que les pouvoirs publics désirent corriger tel ou tel inconvénient, s'il en apparaît, et assurer un contrôle financier qui est tout à fait naturel.

Seulement, ces dispositions ne doivent pas porter atteinte au caractè-

re essentiel de la Cinémathèque, à son rôle d'école de cinéma, à la confiance des critiques et des jeunes réalisateurs, à l'animation culturelle grâce à laquelle elle contribue à former le goût des innombrables cinéphiles qu'elle a su attirer et réunir.

Comment donc tout cela a-t-il pu être ignoré par les techniciens du Centre du Cinéma et du ministère d'André Malraux ?

Auraient-ils contre Langlois des griefs qui nous auraient été cachés ? Car, enfin, personne ne nous a dit ce qu'on lui reproche exactement. On a parlé, d'une « gestion artisanale », on a traité Langlois de « chiffonnier de génie », ce qui, en lui reconnaissant du génie, paraît signifier qu'il n'est pas spécialement doué pour l'administration classique. Probablement ne le contesterait-il pas et soutiendrait-il même, avec quelque insolence, qu'une institution culturelle ne doit pas être purement et simplement une bureaucratie du type classique — et qu'il y faut peut-être quelque chose de plus.

Mais, j'y insiste encore, qu'on nous révèle, s'il y en a, les raisons avouables qui ont motivé le coup du 9 février. J'attends du gouvernement, au lieu des sous-entendus, des ragots, des insinuations, l'explication claire, nette et complète qu'il nous a refusée jusqu'ici.

A une pareille demande, cependant si légitime, on ne répondra pas.

Car l'affaire Langlois n'est rien autre qu'un épisode du grand conflit entre la démocratie et la technocratie administrative.

La démocratie de la Cinémathèque, c'est l'ensemble de tous ces jeunes qui, en France et à l'étranger, ont répondu à l'initiative de Langlois, ce sont les producteurs qui ont remis leurs films, c'est la veuve d'Eisenstein qui a donné les dessins de son mari, ce sont les étudiants qui, de l'avenue de Messine à la rue d'Ulm, ont profité du capital que la Cinémathèque a amassé pour eux.

En face, la technocratie administrative, ce sont les fonctionnaires du Centre du Cinéma qui veulent mettre de l'ordre, c'est-à-dire leur ordre à eux, qui veulent mettre d'autres hommes, c'est-à-dire leurs hommes à eux.

Parce que l'État donne une subvention de 120 millions par an (comparée à plus de 3 milliards pour l'Opéra), ils pensent que la démocratie vivante de la Cinémathèque n'existe pas, qu'ils peuvent la confisquer.

Leur but, ce n'est pas faire une



Le « Fort-Chabrol » à la Cinémathèque.

A.F.P.

meilleure cinémathèque, leur but, ce n'est pas d'améliorer, leur but c'est de dominer ce qui leur échappe, c'est d'accaparer ce qu'ils n'ont pas créé.

Venant après la suppression de « la caméra explore le temps », après l'interdiction de « La Religieuse », la décision du 9 février confirme, comme l'a dit le Ciné-Club de Grenoble, que le gouvernement entend appliquer une politique de noyautage et d'autorité, de contrainte et d'arbitraire, contre le cinéma, contre la culture, contre la liberté d'expression partout où se trouvent des hommes qui ont la prétention de penser librement, de s'exprimer librement, de travailler librement.

Notre résistance se manifeste ici en faveur, non seulement d'un homme et d'un organisme injustement attaqués, mais aussi de toutes ces institutions de notre pays dont le rôle est de soutenir la pensée et la recherche indépendante et la culture, et même si l'État, parce qu'un intérêt supérieur et commun est en cause, fournit tout ou partie de leurs ressources en faveur de toutes ces institutions qui vivent sans doute de l'aide de la collectivité mais d'abord de l'invention et de la qualité des animateurs et de la participation du public.

Ce sont des cellules vivantes que les pouvoirs publics prétendent aujourd'hui encadrer, corseter, assujettir, pour en faire autant d'organes d'exécution de leurs volontés et de leurs intérêts et que, nous démocrates et socialistes, devons défendre activement parce qu'elles garantissent la dignité et la promotion du citoyen dans la société du XX^e siècle.

L'État verse d'importants crédits à l'O.R.T.F., à l'A.F.P., aux Universités. Qu'il s'assure que ces subsides ne sont pas gaspillés ou détournés de leur objet, qu'il prenne les dispositions nécessaires à cette fin, c'est son devoir. Mais, l'O.R.T.F., l'A.F.P., les Universités ne doivent pas pour autant devenir les instruments serviles du pouvoir, pour lui permettre de mieux imposer ses conceptions, sa politique et sa loi.

Il est inadmissible, pour le Gouvernement, que la Cinémathèque refuse, par exemple, d'organiser un festival de films irakiens ou argentins, le jour où cela sert la politique de ce gouvernement. Si c'est cela, la conception culturelle de la V^e République, alors que l'on supprime le ministère de la Culture !

Déjà dans un tout autre domaine (mais c'est toujours le même problème), nous assistons à une entreprise qui, sous le nom de réforme municipale est dirigée contre la démocratie locale. Personne ne nie la nécessité d'une adaptation des structures administratives et financières des communes françaises. Mais ce qu'on veut, c'est interdire aux citoyens aux masses populaires de nos cités et de nos banlieues, de gérer leurs propres affaires et de prendre eux-mêmes les décisions qui les concernent.

Ce sont les mêmes arrière-pensées qui expliquent l'agression dont la Cinémathèque est l'objet.

L'ampleur des réactions à travers le pays, l'importance de cette manifestation montrent que nous n'entendons pas perdre la bataille de la liberté de la culture française. □